

RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions - TPSGC

11 Laurier St. / 11 rue Laurier

Place du Portage, Phase III

Core 0B2 / Noyau 0B2

Gatineau

Québec

K1A 0S5

Bid Fax: (819) 997-9776

Request For a Standing Offer Demande d'offre à commandes

National Individual Standing Offer (NISO)

Offre à commandes individuelle nationale (OCIN)

Canada, as represented by the Minister of Public Works and Government Services Canada, hereby requests a Standing Offer on behalf of the Identified Users herein.

Le Canada, représenté par le ministre des Travaux Publics et Services Gouvernementaux Canada, autorise par la présente, une offre à commandes au nom des utilisateurs identifiés énumérés ci-après.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address**Raison sociale et adresse du**

fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Commercial Acquisitions & Fast Track Procurement
Div/Div des Acquisitions commerciales et achats en régime accéléré

L'Esplanade Laurier,

East Tower 7th Floor

140 O'Connor, Street,

Ottawa

Ontario

K1A 0R5

Title - Sujet Cook-Chill Packaging Products Produits d'emballage cuisson-refroidissement	
Solicitation No. - N° de l'invitation 21120-203560/A	Date 2021-01-12
Client Reference No. - N° de référence du client 21120-20-3453560	GETS Ref. No. - N° de réf. de SEAG PW-\$\$PD-005-79552
File No. - N° de dossier pd005.21120-203560	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM Eastern Standard Time EST on - le 2021-02-25 Heure Normale du l'Est HNE	
Delivery Required - Livraison exigée See Herein – Voir ci-inclus	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Fortin, Frédéric	Buyer Id - Id de l'acheteur pd005
Telephone No. - N° de téléphone (343)550-1655 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: <div style="text-align: center;">Specified Herein Précisé dans les présentes</div>	
Security - Sécurité This request for a Standing Offer does not include provisions for security. Cette Demande d'offre à commandes ne comprend pas des dispositions en matière de sécurité.	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Vendor/Firm Name and Address	
Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone	
Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print)	
Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date



Destination Code - Code destinataire	Destination Address - Adresse de la destination	Invoice Code - Code bur.-comptable	Invoice Address - Adresse de facturation
D - 1	Correctional Service Canada (Multiple Locations)	I - 1	Correctional Service Canada 340 Laurier Avenue West Ottawa, ON K1A 0P9 ATT Donna Townsend



Item Article	Description	Dest. Code Dest.	Inv. Code Fact.	Qty Qté	U. of I. U. de D.	Unit Price/Prix unitaire FOB/FAM		Delivery Req. Livraison Req.	Del. Offered Liv. offerte
						Destination	Plant/Usine		
1	two (2) year SO Cook-Chill Bags and Clips	D-1	I-1	1	Each	\$	\$	See Herein – Voir ci-inclus	
2	One (1) option year	D-1	I-1	1	Each	\$	\$	See Herein – Voir ci-inclus	

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX.....	3
1.1 INTRODUCTION.....	3
1.2 SOMMAIRE	3
1.3 ACCORDS COMMERCIAUX.....	3
1.4 SERVICE CONNEXION POSTEL.....	4
1.5 AJOUTS ET MODIFICATIONS	4
1.6 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ	4
1.7 COMPTE RENDU.....	4
1.8 MIGRATION PRÉVUE VERS UNE SOLUTION D'ACHATS ÉLECTRONIQUES (SAE).....	4
1.9 PROCESSUS DE CONFORMITÉ DES SOUMISSIONS EN PHASES (PCSP)	4
PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS.....	5
2.1 INSTRUCTIONS, CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES	5
2.2 PRÉSENTATION DES OFFRES.....	5
2.3 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS – DEMANDE D'OFFRES À COMMANDES	6
2.4 LOIS APPLICABLES	6
2.5 PROCESSUS DE CONTESTATION DES OFFRES ET MÉCANISMES DE RECOURS	6
2.6 DONNÉES VOLUMÉTRIQUES	7
PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES.....	8
3.1 INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES	8
PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION	10
4.1 PROCÉDURES D'ÉVALUATION	10
4.2 ÉVALUATION FINANCIÈRE	20
4.3 MÉTHODE DE SÉLECTION	23
PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	24
5.1 ATTESTATIONS EXIGÉES AVEC L'OFFRE	24
5.2 ATTESTATIONS PRÉALABLES À L'ÉMISSION D'UNE OFFRE À COMMANDES ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES.....	24
PARTIE 6 – EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET D'ASSURANCES	25
6.1 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ	25
6.2 CAPACITÉ FINANCIÈRE.....	25
PARTIE 7 – OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT.....	27
A. OFFRE À COMMANDES.....	27
7.1 OFFRE.....	27
7.2 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ	27
7.3 CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES.....	27
7.4 DURÉE DE L'OFFRE À COMMANDES	28
7.5 RESPONSABLES.....	28
7.6 UTILISATEURS DÉSIGNÉS	29
7.7 INSTRUMENT DE COMMANDE	29
7.8 LIMITE DES COMMANDES SUBSÉQUENTES	30
7.9 VALEUR DE COMMANDE MINIMALE.....	30

7.10	LIMITATION FINANCIÈRE.....	30
7.11	ORDRE DE PRIORITÉ DES DOCUMENTS	30
7.12	ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	30
7.13	LOIS APPLICABLES	31
7.14	TRANSITION VERS UNE SOLUTION D'ACHATS ÉLECTRONIQUES (SAE).....	31
7.15	CLAUSES DU GUIDE DES <i>CCUA</i>	31
B.	CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT	32
7.1	BESOIN.....	32
7.2	CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES.....	32
7.3	DURÉE DU CONTRAT	32
7.4	PAIEMENT	32
7.5	INSTRUCTIONS POUR LA FACTURATION.....	34
7.6	ASSURANCES.....	34
7.7	RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS	34
7.8	CLAUSE DU GUIDE DES <i>CCUA</i>	35
ANNEXE A		36
BESOIN		36
ANNEXE B		41
BASE DE PAIEMENT		41
ANNEXE C		43
RAPPORTS D'UTILISATION PÉRIODIQUE DE L'OFFRE A COMMANDES		43
ANNEXE D DE LA PARTIE 3 DE LA DEMANDE D'OFFRES À COMMANDES		44
INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE.....		44
ANNEXE E		45
PLAN D'ESSAI D'ENDURANCE DES PRODUITS D'EMBALLAGE DE CUISSON-REFROIDISSEMENT		45

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1 Introduction

La demande d'offre à commandes (DOC) contient sept parties, ainsi que des pièces jointes et des annexes, et elle est divisée comme suit :

Partie 1	Renseignements généraux : renferme une description générale du besoin;
Partie 2	Instructions à l'intention des offrants : renferme les instructions relatives aux clauses et conditions de la DOC;
Partie 3	Instructions pour la préparation des offres : donne aux offrants les instructions pour préparer leur offre afin de répondre aux critères d'évaluation spécifiés;
Partie 4	Procédures d'évaluation et méthode de sélection : décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation, les critères d'évaluation auxquels on doit répondre, ainsi que la méthode de sélection;
Partie 5	Attestations et renseignements supplémentaires : comprend les attestations et les renseignements supplémentaires à fournir;
Partie 6	Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et d'assurances : comprend des exigences particulières auxquelles les offrants doivent répondre; et
Partie 7	7A, Offre à commandes, et 7B, Clauses du contrat subséquent : 7A, contient l'offre à commandes incluant l'offre de l'offrant et les clauses et conditions applicables; 7B, contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes.

Les annexes comprennent le Besoin, la Base de paiement, les instruments de paiement électronique, et toute autre annexe.

1.2 Sommaire

Service Correctionnels Canada (SCS) requiert la mise en place d'une offre à commandes (OC) pour l'approvisionnement, la livraison et le déchargement de sacs de cuisson-refroidissement, d'attaches de qualité alimentaire, étiquettes adhésives, et ruban de transfert thermique, ci-après identifiés en tant que « produits d'emballage de cuisson-refroidissement », au fur et à mesure et selon les besoins pendant la durée de l'offre à commandes.

Les lieux de livraison sont les établissements du SCC situés partout au Canada, tel qu'il est défini à l'annexe A – Énoncé du besoin de l'offre à commandes.

L'offre à commandes est pour une période de 2 ans avec 1 période optionnelle d'une année.

1.3 Accords commerciaux

Ce besoin est assujéti aux dispositions de l'Accord sur les marchés publics de l'organisation mondiale du commerce (AMP-OMC), de l'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union

européenne (AECG), de l'Accord de libre-échange canadien (ALEC) et l'Accord de partenariat transpacifique global et progressiste (PTPGP)

1.4 Service Connexion postal

La présente DOC permet aux offrants de seulement utiliser le service Connexion postal offert par la Société canadienne des postes pour la transmission électronique de leurs offres. Les offrants doivent consulter la partie 2 de la DOC, Instructions à l'intention des offrants, et la partie 3 de la DOC, Instructions pour la préparation des offres, pour obtenir de plus amples renseignements sur le recours à cette méthode.

1.5 Ajouts et Modifications

Le Canada, à sa discrétion, pourrait élargir, modifier, ajouter ou modifier les produits d'emballage cuisson-refroidissement avec l'accord de l'offrant.

1.6 Exigences relatives à la sécurité

Il n'y a pas d'exigences relatives à la sécurité associées à l'exigence de l'offre à commandes.

1.7 Compte rendu

Les offrants peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Les offrants devraient en faire la demande au responsable de l'offre à commandes dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

1.8 Migration prévue vers une solution d'achats électroniques (SAE)

Le Canada s'efforce actuellement de mettre au point une SAE en ligne plus rapide et plus conviviale pour commander des biens et des services. Pour en savoir plus sur la transition prévue vers ce système et sur les incidences éventuelles sur toute offre à commandes subséquente attribuée dans le cadre de cette demande de soumissions, reportez-vous à la section 7.15 – Transition vers une solution d'achats électroniques (SAE).

Le [communiqué de presse](#) du gouvernement du Canada fournit des renseignements additionnels.

1.9 Processus de conformité des soumissions en phases (PCSP)

Le Processus de conformité des soumissions en phases s'applique à ce Besoin.

PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS

2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande d'offres à commandes (DOC) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les offrants qui présentent une offre s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la DOC et acceptent les clauses et les conditions de l'offre à commandes et du ou des contrats subséquents.

Le document 2006 (2020-05-28) Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens ou services - besoins concurrentiels, sont incorporées par renvoi à la DOC et en font partie intégrante.

Le paragraphe 5.4 du document 2006, Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens ou services - besoins concurrentiels, est modifié comme suit :

Supprimer : 60 jours
Insérer : 120 jours

2.2 Présentation des offres

La présentation des offres est la suivante :

2.2.1 Présentation des offres technique et financière

Les offres technique et financière doivent être présentées uniquement à l'Unité de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) de manière électronique, au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués dans la DOC.

Remarque : Pour les offrants qui choisissent de soumissionner en utilisant Connexion postel pour la clôture des offres à l'Unité de réception des soumissions dans la région de la capitale nationale, l'adresse de courriel est la suivante :

tpsgc.dgareceptiondessoumissions-abbidreceiving.pwgsc@tpsgc-pwgsc.gc.ca

Remarque : Les offres ne seront pas acceptées si elles sont envoyées directement à cette adresse de courriel. Cette adresse de courriel doit être utilisée pour ouvrir une conversation Connexion postel, tel qu'indiqué dans les instructions uniformisées 2006, ou pour envoyer des offres au moyen d'un message Connexion postel si l'offrant utilise sa propre licence d'utilisateur du service Connexion postel.»

En raison du caractère de la demande d'offre à commandes, seules les offres transmises électroniquement à TPSGC seront acceptées.

2.2.2 Présentation des échantillons

En raison de la situation du COVID, les Offrants sont tenus d'utiliser un service de messagerie de leur choix. Le Canada ne sera pas tenu responsable des livraisons tardives.

Les échantillons requis doivent être reçus avant la date et l'heure indiqués dans la DOC. L'adresse de livraison est spécifié en PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION, dans le Tableau 1 – Exigences techniques obligatoires.

2.3 Demandes de renseignements – demande d'offres à commandes

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit au responsable de l'offre à commandes au moins 10 jours civils avant la date de clôture de la demande d'offres à commandes (DOC). Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les offrants devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la DOC auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère « exclusif » doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander à l'offrant de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les offrants. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les offrants.

2.4 Lois applicables

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes seront interprétés et régis selon les lois en vigueur en Ontario et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

2.5 Processus de contestation des offres et mécanismes de recours

- (a) Les offrants potentiels ont accès à plusieurs mécanismes pour contester des aspects du processus d'approvisionnement jusqu'à l'attribution du marché, inclusivement.
- (b) Le Canada invite les offrants à porter d'abord leurs préoccupations à l'attention de l'autorité contractante. Le site Web du Canada [Achats et ventes](#), sous le titre « Processus de contestation des soumissions et mécanismes de recours », fournit de l'information sur les organismes de traitement des plaintes possibles, notamment :
 - Bureau de l'ombudsman de l'approvisionnement (BOA)
 - Tribunal canadien du commerce extérieur (TCCE)
- (c) Les offrants devraient savoir que des **délais stricts** sont fixés pour le dépôt des plaintes et qu'ils varient en fonction de l'organisation concernée. Les offrants devraient donc agir rapidement s'ils souhaitent contester un aspect du processus d'approvisionnement.

2.6 Données volumétriques

Données volumétriques 2018-2019			
Pour les Produits d'emballage cuisson refroidissement qui répondent aux critères obligatoires spécifiés à l'annexe A – Besoin. Les données volumétriques de la DOC sont fournies aux offrants à titre d'information seulement, et dans l'unique but de les aider à préparer leurs offres. Ces données ne doivent pas être considérées comme un engagement formel de la part du Canada selon lequel l'utilisation de l'offre à commande reflètera ces données.			
No. de ligne	DESCRIPTION	RÉGION	VOLUME ANNUEL (Qtée unitaire estimé)
SACS DE CUISSON-REFROIDISSEMENT D'UNE ÉPAISSEUR DE 3 MM			
1	12 po x 24 po	Nouveau Brunswick	-
		Québec	-
		Ontario	-
		Alberta	500
		Colombie Britannique	-
		Total :	500
2	12 po x 30 po	Nouveau Brunswick	-
		Québec	-
		Ontario	-
		Alberta	20,000
		Colombie Britannique	-
		Total :	20,000
3	20 po x 24 po	Nouveau Brunswick	8,000
		Québec	40,000
		Ontario	40,000
		Alberta	8,000
		Colombie Britannique	13,000
		Total :	109,000
SACS DE CUISSON-REFROIDISSEMENT D'UNE ÉPAISSEUR DE 4,5 MM			
4	10 po x 24 po	Nouveau Brunswick	-
		Québec	-
		Ontario	-
		Alberta	500
		Colombie Britannique	-
		Total :	500
5	12 po x 30 po	Nouveau Brunswick	33,000
		Québec	108,000
		Ontario	90,000
		Alberta	70,500
		Colombie Britannique	111,000
		Total :	412,500
ÉTIQUETTES ADHÉSIVES			
6	Blanc 4 po x 2 po	Nouveau Brunswick	48,000
		Québec	128,000
		Ontario	96,000
		Alberta	96,000
		Colombie Britannique	96,000
		Total :	464,000
RUBAN DE TRANSFERT THERMIQUE			
7	4,33 po	Nouveau Brunswick	-
		Québec	-
		Ontario	528 rouleaux de 1,476 pi
		Alberta	24 rouleaux de 1,476 pi
		Colombie Britannique	-
		Total :	552 rouleaux de 1,476 pi
ATTACHES DE QUALITÉ ALIMENTAIRE			
8	Type Z411	Nouveau Brunswick	25,000
		Québec	50,000
		Ontario	200,000
		Alberta	-
		Colombie Britannique	50,000
		Total :	325,000

PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES

3.1 Instructions pour la préparation des offres

L'offrant doit présenter son offre de manière électronique. Le Canada exige de sa part qu'il respecte l'article 08 des instructions uniformisées 2006. Le système Connexion postal a une limite de 1 Go par message individuel affiché et de 20 Go par conversation. La soumission doit être présentée en sections distinctes comme suit :

Section I : Offre technique
Section II : Offre financière
Section III : Attestations

Section Ia: Offre technique

Dans leur offre technique, les offrants devraient expliquer et démontrer comment ils entendent répondre aux exigences et comment ils réaliseront les travaux.

Afin de faciliter l'évaluation de la soumission, le Canada demande aux soumissionnaires de traiter et de présenter les sujets dans l'ordre des critères d'évaluation dans les mêmes rubriques. Pour éviter les doublons, les soumissionnaires peuvent se référer à différentes sections de leurs soumissions en identifiant le numéro de paragraphe et de page spécifique où le sujet a déjà été traité.

- a. La soumission du soumissionnaire doit inclure :
 - i. Une (1) copie de la Page 1 de cette demande de soumission, signé et daté par un représentant autorisé du soumissionnaire.

Section Ib: Échantillons

L'offrant doit fournir des échantillons au chargé de projet. L'offrant est responsable de tous les frais d'expédition et dépenses connexes dans la fabrication de l'échantillon. Les échantillons fournis par l'offrant demeureront la propriété du Canada et ne seront pas considérés comme faisant partie des biens livrables dans tout contrat subséquent. Si les échantillons ne répondent pas aux exigences de la DOC ou si l'offre ne se conforme pas à la demande du responsable de l'offre à commandes, l'offre sera déclarée non recevable.

Les échantillons requis sont énumérés dans la PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION, dans le Tableau 1 – Exigences techniques obligatoires.

Section II : Offre financière

- a. Les offrants doivent soumettre leur offre financière conformément aux tableaux de tarification de l'annexe B - Base de paiement sans aucune condition, hypothèse ni restriction. Les offrants doivent remplir et soumettre leur offre financière, conformément aux tableaux de prix 2 à 4 prévus à la partie 4. Toute offre financière qui vise à restreindre la façon dont le Canada acquiert des biens ou des services en vertu de l'offre à commandes qui en résulte, à l'exception des limitations qui sont expressément énoncées dans la présente sollicitation d'offre, sera traitée comme étant irrecevable et l'offre de l'offrant ne sera plus prise en considération.
- b. Les offrants doivent fournir un prix plafond unitaire pour chaque article, pendant toute la durée de l'offre offertes à commandes. Le prix de l'offre doit être en dollars canadiens, rendu droits acquittés (DDP) à destination, Incoterms 2000, droits de douane canadiens et taxes d'accise inclus, le cas échéant, et, taxes applicables en sus. Les prix ne doivent être inclus que dans la proposition financière.

- c. Le Canada a le droit de disqualifier une offre si le prix des livrables ne reflète pas un prix du marché juste et réel.

Les prix soumis dans l'offre feront partie de toutes offres à commandes qui en résulteront.

3.1.1 Paiement électronique de factures - offre

Si vous êtes disposés à accepter le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique, compléter l'annexe D - Instruments de paiement électronique, afin d'identifier lesquels sont acceptés.

Si l'annexe D - Instruments de paiement électronique n'a pas été complétée, il sera alors convenu que le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique ne sera pas accepté.

L'acceptation des instruments de paiement électronique ne sera pas considérée comme un critère d'évaluation.

3.1.2 Fluctuation du taux de change

C3011T (2013-11-06), Fluctuation du taux de change

Le besoin ne prévoit pas offrir d'atténuer les risques liés à la fluctuation du taux de change. Aucune demande d'atténuation des risques liés à la fluctuation du taux de change ne sera prise en considération. Toute soumission incluant une telle disposition sera déclarée non recevable.

Section III: Attestations

Les offrants doivent présenter les attestations et les renseignements supplémentaires exigés à la Partie 5.

PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

4.1 Procédures d'évaluation

- a) Les offres seront évaluées par rapport à l'ensemble du besoin de la demande d'offre à commandes incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les offres.
- c) En plus de toutes les autres périodes établies dans la DOC:
 - 1. Demandes de clarification : Si le Canada demande des éclaircissements ou des vérifications à l'offrant au sujet de son offre, l'offrant aura (2) deux jours ouvrables (ou une période plus longue si elle est spécifiée par écrit par l'Autorité contractante) pour fournir les renseignements nécessaires au Canada. Le non-respect de ce délai rendra l'offre irrecevable. De plus, aucun offrant ne sera autorisé à ajouter ou à modifier des renseignements dans le cadre de la demande de clarification.
 - 2. Prolongation du délai : Si l'offrant exige un délai supplémentaire, l'Autorité contractante peut accorder une prolongation à sa seule discrétion.
- d) Le Canada appliquera le processus de conformité des soumissions en phases décrit ci-dessous.

4.1.1 Processus de conformité des soumissions en phases

4.1.1.1 Généralités

- (a) Pour ce besoin, le Canada applique le PCSP tel que décrit ci-dessous.
- (b) Nonobstant tout examen par le Canada aux phases I ou II du Processus, les soumissionnaires sont et demeureront les seuls et uniques responsables de l'exactitude, de l'uniformité et de l'exhaustivité de leurs soumissions, et le Canada n'assume, en vertu de cet examen, aucune obligation ni de responsabilité envers les soumissionnaires de relever, en tout ou en partie, toute erreur ou toute omission, dans les soumissions ou en réponse à toute communication provenant d'un soumissionnaire.

L'OFFRANT RECONNAÎT QUE LES EXAMENS LORS DES PHASES I ET II DU PRÉSENT PROCESSUS NE SONT QUE PRÉLIMINAIRES ET N'EMPÊCHENT PAS QU'UNE SOUMISSION SOIT NÉANMOINS JUGÉE NON RECEVABLE À LA PHASE III, ET CE, MÊME POUR LES EXIGENCES OBLIGATOIRES QUI ONT FAIT L'OBJET D'UN EXAMEN AUX PHASES I OU II, ET MÊME SI LA SOUMISSION AURAIT ÉTÉ JUGÉE RECEVABLE À UNE PHASE ANTÉRIEURE. LE CANADA PEUT DÉTERMINER À SA DISCRÉTION QU'UNE SOUMISSION NE RÉPOND PAS À UNE EXIGENCE OBLIGATOIRE À N'IMPORTE QUELLE DE CES PHASES.

L'OFFRANT RECONNAÎT ÉGALEMENT QUE MALGRÉ LE FAIT QU'IL AIT FOURNI UNE RÉPONSE À UN AVIS OU À UN RAPPORT D'ÉVALUATION DE LA CONFORMITÉ (REC) (TEL QUE CES TERMES SONT DÉFINIS PLUS BAS) QU'IL EST POSSIBLE QUE CETTE RÉPONSE NE SUFFISE PAS POUR QUE SA SOUMISSION SOIT JUGÉE CONFORME AUX AUTRES EXIGENCES OBLIGATOIRES.

- (c) Le Canada peut, à sa propre discrétion et à tout moment, demander et recevoir de l'information de la part de l'offrant afin de corriger des erreurs ou des lacunes administratives dans sa soumission, et cette nouvelle information fera partie intégrante de sa soumission. Ces erreurs pourraient être, entre autres : une signature absente; une case non cochée dans un formulaire; une erreur de

forme; l'omission d'un accusé de réception, du numéro d'entreprise d'approvisionnement ou même les coordonnées des personnes-ressources, c'est-à-dire leurs noms, leurs adresses et les numéros de téléphone; ou encore des erreurs d'inattention dans les calculs ou dans les nombres, et des erreurs qui n'affectent en rien les montants que l'offrant a indiqué pour le prix ou pour tout composant du prix. Ainsi, le Canada a le droit de demander ou de recevoir toute information après la date de clôture de l'invitation à soumissionner uniquement lorsque l'invitation à soumissionner permet ce droit expressément. L'offrant disposera alors d'un délai indiqué pour fournir l'information requise. Toute information fournie hors délais sera refusée.

- (d) Le PCSP ne limite pas les droits du Canada en vertu du Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (CCUA) 2003 (04-03-2019) Instructions uniformisées – biens ou services – besoins concurrentiels, ni le droit du Canada de demander ou d'accepter toute information pendant la période de soumission ou après la clôture de cette dernière, lorsque la demande de soumissions confère expressément ce droit au Canada, ou dans les circonstances décrites au paragraphe (c).
- (e) Le Canada enverra un Avis ou un REC selon la méthode de son choix et à sa discrétion absolue. L'offrant doit soumettre sa réponse par la méthode stipulée dans l'Avis ou le REC. Les réponses sont réputées avoir été reçues par le Canada à la date et à l'heure qu'elles ont été livrées au Canada par la méthode indiquée dans l'Avis ou le REC et à l'adresse qui y figure. Un courriel de réponse autorisé dans l'Avis ou le REC est réputé reçu par le Canada à la date et à l'heure auxquelles il a été reçu dans la boîte de réception de l'adresse électronique indiquée dans l'Avis ou le REC. Un Avis, ou un REC, envoyé par le Canada au soumissionnaire à l'adresse fournie par celui-ci dans la soumission ou après l'envoi de celle-ci est réputé avoir été reçu par l'offrant à la date à laquelle il a été envoyé par le Canada. Le Canada n'assume aucune responsabilité envers les soumissionnaires pour les soumissions retardataires, peu importe la cause.

4.1.1.2 Phase I: Soumission financière

- (a) Après la date et l'heure de clôture de cette demande de soumissions, le Canada examinera la soumission pour déterminer si elle comporte une soumission financière et si celle-ci contient toute l'information demandée par la demande de soumissions. L'examen par le Canada à la phase I se limitera à déterminer s'il y manque des informations exigées par la demande de soumissions à la soumission financière. Cet examen n'évaluera pas si la soumission financière répond à toute norme ou si elle est conforme à toutes les exigences de la demande.
- (b) L'examen par le Canada durant la phase I sera effectué par des fonctionnaires du ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux Canada.
- (c) Si le Canada détermine, selon sa discrétion absolue, qu'il n'y a pas de soumission financière ou qu'il manque toutes les informations demandées dans la soumission financière, la soumission sera alors jugée non recevable et sera rejetée.
- (d) Pour les soumissions autres que celles décrites au paragraphe (c), Canada enverra un avis écrit au soumissionnaire (« Avis ») identifiant où la soumission financière manque d'informations. Un soumissionnaire dont la soumission financière a été jugée recevable selon les exigences examinées lors de la phase I ne recevra pas d'Avis. De tels soumissionnaires n'auront pas le droit de soumettre de l'information supplémentaire relativement à leur soumission financière.
- (e) Les soumissionnaires qui ont reçu un Avis bénéficieront d'un délai indiqué dans l'Avis (la « période de grâce ») pour redresser les points indiqués dans l'Avis en fournissant au Canada, par écrit, l'information supplémentaire ou une clarification en réponse à l'Avis. Les réponses reçues après la fin de la période de grâce ne seront pas prises en considération par le Canada sauf dans les circonstances et conditions stipulées expressément dans l'avis.
- (f) Dans sa réponse à l'Avis, l'offrant n'aura le droit de redresser que la partie de sa soumission

financière indiquée dans l'Avis. Par exemple, lorsque l'Avis indique qu'un élément a été laissé en blanc, seule l'information manquante pourra ainsi être ajoutée à la soumission financière, excepté dans les cas où l'ajout de cette information entraînera nécessairement la modification des calculs qui ont déjà été présentés dans la soumission financière (p. ex. le calcul visant à déterminer le prix total). Les rajustements nécessaires devront alors être mis en évidence par l'offrant et seuls ces rajustements pourront être effectués. Toutes les informations fournies doivent satisfaire aux exigences de la demande de soumissions.

- (g) Toute autre modification apportée à la soumission financière soumise par l'offrant sera considérée comme une nouvelle information et sera rejetée. Aucun changement ne sera autorisé à une quelconque autre section de la soumission de l'offrant. L'intégralité de l'information soumise conformément aux exigences de cette demande de soumissions en réponse à l'Avis remplacera **uniquement** la partie de la soumission financière originale telle qu'autorisée ci-dessus et sera utilisée pour le reste du processus d'évaluation des soumissions.
- (h) Le Canada déterminera si la soumission financière est recevable pour les exigences examinées à la phase I, en tenant compte de l'information supplémentaire ou de la clarification fournie par l'offrant conformément à la présente section. Si la soumission financière n'est pas jugée recevable au regard des exigences examinées à la phase I à la satisfaction du Canada, la soumission financière sera jugée non recevable et rejetée.
- (i) Seules les soumissions jugées recevables conformément aux exigences examinées à la phase I à la satisfaction du Canada seront examinées à la phase II.

4.1.1.3 Phase II : Soumission technique

- (a) L'examen par le Canada au cours de la phase II se limitera à une évaluation de la soumission technique afin de vérifier si l'offrant a respecté toutes les exigences obligatoires d'admissibilité. Cet examen n'évalue pas si la soumission technique répond à une norme ou répond à toutes les exigences de la soumission. Les exigences obligatoires d'admissibilité sont les critères techniques obligatoires tels qu'ainsi décrits dans la présente demande de soumissions comme faisant partie du Processus de conformité des soumissions en phases. Les critères techniques obligatoires qui ne sont pas identifiés dans la demande de soumissions comme faisant partie du PCSP ne seront pas évalués avant la phase III.
- (b) Le Canada enverra un avis écrit au soumissionnaire REC précisant les exigences obligatoires d'admissibilité que la soumission n'a pas respectée. Un soumissionnaire dont la soumission a été jugée recevable au regard des exigences examinées au cours de la phase II recevra un REC qui précisera que sa soumission a été jugée recevable au regard des exigences examinées au cours de la phase II. L'offrant en question ne sera pas autorisé à soumettre des informations supplémentaires en réponse au REC.
- (c) L'offrant disposera de la période de temps précisée dans le REC (« période de grâce ») pour remédier à l'omission de répondre à l'une ou l'autre des exigences obligatoires d'admissibilité inscrites dans le REC en fournissant au Canada, par écrit, des informations supplémentaires ou des clarifications en réponse au REC. Les réponses reçues après la fin de la période de grâce ne seront pas prises en considération par le Canada sauf, dans les circonstances et conditions expressément prévues par le REC.

-
- (d) La réponse de l'offrant doit adresser uniquement les exigences obligatoires d'admissibilité énumérées dans le rapport d'évaluation de conformité (REC) et considérées comme non accomplies, et doit inclure uniquement les renseignements nécessaires pour ainsi se conformer aux exigences. Toutefois, dans le cas où une réponse aux exigences obligatoires d'admissibilité énumérées dans le REC entraînera nécessairement la modification d'autres renseignements qui sont déjà présents dans la soumission, les rajustements nécessaires devront être mis en évidence par l'offrant. La réponse au REC ne doit pas inclure de changement à la soumission financière. Toute autre information supplémentaire qui n'est pas requise pour se conformer aux exigences ne sera pas prise en considération par le Canada.
- (e) La réponse de l'offrant au REC devra spécifier, pour chaque cas, l'exigence obligatoire d'admissibilité du REC à laquelle elle répond, notamment en identifiant le changement effectué dans la section correspondante de la soumission initiale, et en identifiant dans la soumission initiale les modifications nécessaires qui en découlent. Pour chaque modification découlant de la réponse aux exigences obligatoires d'admissibilité énumérées dans le REC, l'offrant doit expliquer pourquoi une telle modification est nécessaire. Il n'incombe pas au Canada de réviser la soumission de l'offrant; il incombe plutôt au soumissionnaire d'assumer les conséquences si sa réponse au REC n'est pas effectuée conformément au présent paragraphe. Toutes les informations fournies doivent satisfaire aux exigences de la demande de soumissions.
- (f) Tout changement apporté à la soumission par l'offrant en dehors de ce qui est demandé, sera considéré comme étant de l'information nouvelle et ne sera pas prise en considération. L'information soumise selon les exigences de cette demande de soumissions en réponse au REC remplacera, intégralement et **uniquement** la partie de la soumission originale telle qu'elle est autorisée dans cette section.
- (g) Les informations supplémentaires soumises pendant la phase II et permises par la présente section seront considérées comme faisant partie de la soumission et seront prises en compte par le Canada dans l'évaluation de la soumission lors de la phase II que pour déterminer si la soumission respecte les exigences obligatoires admissibles. Celles-ci ne seront utilisées à aucune autre phase de l'évaluation pour augmenter les notes que la soumission originale pourrait obtenir sans les avantages de telles informations additionnelles. Par exemple, un critère obligatoire admissible qui exige l'obtention d'un nombre minimum de points pour être considéré conforme sera évalué à la phase II afin de déterminer si cette note minimum obligatoire aurait été obtenue si l'offrant n'avait pas soumis les renseignements supplémentaires en réponse au REC. Dans ce cas, la soumission sera considérée comme étant conforme par rapport à ce critère obligatoire admissible et les renseignements supplémentaires soumis par l'offrant lieront l'offrant dans le cadre de sa soumission, mais la note originale de l'offrant, qui était inférieure à la note minimum obligatoire pour ce critère obligatoire admissible, ne changera pas, et c'est cette note originale qui sera utilisée pour calculer les notes pour la soumission.
- (h) Le Canada déterminera si la soumission est recevable pour les exigences examinées à la phase II, en tenant compte de l'information supplémentaire ou de la clarification fournie par l'offrant conformément à la présente section. Si la soumission n'est pas jugée recevable selon des exigences examinées à la phase II à la satisfaction du Canada, la soumission financière sera jugée non recevable et rejetée.
- (i) Uniquement les soumissions jugées recevables selon les exigences examinées à la phase II et à la satisfaction du Canada seront ensuite évaluées à la phase III.

4.1.1.4 Phase III : Évaluation finale de la soumission

- (a) À la phase III, le Canada complétera l'évaluation de toutes les soumissions jugées recevables selon les exigences examinées à la phase II. Les soumissions seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, y compris les exigences d'évaluation technique et financière.
- (b) Une soumission sera jugée non recevable et sera rejetée si elle ne respecte pas toutes les exigences d'évaluation obligatoires de la demande de soumissions.

4.1.2 Évaluation Technique

- 1. L'offrant doit inclure avec sa proposition les fiches techniques des produits proposés. Une « Fiche technique » est définie comme un document, par exemple une brochure, un document technique, un dessin, un rapport d'essai. Ce document doit fournir des renseignements détaillés pour chaque spécification et exigence de performances.
- 2. L'offrant doit confirmer comment les produits proposés rencontrent chacun des critères techniques obligatoires. Le simple fait de mentionner qu'il répond aux critères n'est pas suffisant. L'offrant doit donner suffisamment de détails pour permettre une évaluation complète.
- 3. Toute proposition qui ne démontre pas la conformité à chacune des exigences techniques listées au Tableau 1 – Exigences obligatoires, détaillées ci-dessous, ainsi qu'à l'Annexe E- PLAN D'ESSAI D'ENDURANCE DES PRODUITS D'EMBALLAGE DE CUISSON-REFROIDISSEMENT sera jugée non recevable et sera rejetée.

4.1.2.1 Exigences techniques obligatoires

- a. L'offrant doit se conformer à toutes les exigences techniques et à toutes les modalités et conditions stipulées dans la présente sollicitation.
- b. Chaque offre sera examinée pour s'assurer qu'elle est conforme aux exigences obligatoires de la sollicitation. Tout élément de la sollicitation qui est spécifiquement identifié par les mots « doit » ou « obligatoire » est une exigence obligatoire. Les offres qui ne respectent pas toutes les exigences obligatoires seront déclarées non recevables et seront disqualifiées. L'équipe d'évaluation peut déterminer qu'une offre ne répond pas à une exigence obligatoire à tout moment au cours du processus d'évaluation.
- c. Les Critères d'évaluation technique obligatoire énoncés dans le Tableau 1 – Exigences obligatoires doivent être fournis à la fermeture des soumissions.
- d. Les offrants sont avisés que le Tableau 1 – Exigences obligatoires n'inclut pas toutes les exigences obligatoires de cette sollicitation. Cette sollicitation contient d'autres exigences obligatoires concernant la soumission, le format et le contenu des offres, y compris la soumission obligatoire des certifications et les exigences obligatoires pour la soumission de la proposition du coût. Il est de la seule responsabilité de l'offrant de lire l'ensemble de la sollicitation afin de s'assurer qu'elle est conforme à toutes les exigences obligatoire de cette sollicitation.
- e. Les soumissionnaires doivent remplir et soumettre, avec leur proposition technique, le Tableau 1 – Exigences obligatoires. Le format du tableau doit être similaire au format présenté ci-dessous.
- f. Justification de la conformité aux critères obligatoires : Les offrants doivent fournir une justification de la conformité à chaque critère obligatoire. Les offrants doivent fournir un récit (ou une référence à un récit) dans la colonne intitulée «Justification de l'offrant» en fournissant une description suffisante du

produit, une description de service, de la documentation et/ou d'autres renseignements au besoin pour étayer, à la seule satisfaction des évaluateurs du gouvernement, la façon dont chaque critère obligatoire est satisfait. S'il n'y a pas suffisamment d'espace dans le tableau, les offrants peuvent simplement se référer à la documentation justificative incluse dans d'autres sections de l'offre. Lorsqu'il est nécessaire de se référer à d'autres documents, les offrants doivent inclure dans le tableau l'emplacement précis du matériel de référence, y compris les numéros de page et de paragraphe au besoin. Les offrants sont avertis qu'une simple réaffirmation que l'offrant respecte l'exigence ne sera pas considérée comme une justification.

- g. Le Processus de conformité des soumissions en phases s'appliquera uniquement aux exigences techniques obligatoires indiquées par l'exposant (^{PC}). Les exigences techniques obligatoires non affectés de l'exposant (^{PC}) ne seront pas assujettis au Processus de conformité des soumissions en phases.

TABLEAU 1 – EXIGENCES OBLIGATOIRES		
N° d'article	EXIGENCES TECHNIQUES OBLIGATOIRES POUR LES PRODUITS D'EMBALLAGE CUISSON-REFROIDISSEMENT	JUSTIFICATION DE L'OFFRANT Les offrants doivent fournir une référence à leur offre dans cette colonne.
M1 ^{PC}	L'offre technique de l'offrant doit inclure une (1) copie signée et datée de la page 1 incluant tous les amendements de la présente demande d'offre à commande (DOC) par un représentant autorisé de l'offrant;	
M2	<p>L'offrant doit fournir des échantillons de tous les articles précisés à l'annexe A – Besoin.</p> <p>Les échantillons doivent être livrés à l'adresse ci-dessous, au plus tard à la date et à l'heure indiqués dans la DOC.</p> <p>Centre régional de production alimentaire (C.R.P.A) Service correctionnel Canada 244 Montée Gagnon, Sainte-Anne-des-Plaines Québec, Canada J0N 1H0 C/O : M. Guilain Boulay (ou) Robert Bisson Ref: 21120-203560/A - Échantillons.</p> <p>Les offrants doivent assumer tous les coûts d'expédition et toutes les dépenses associées à la fabrication et livraison des échantillons. Dès leur réception, les échantillons deviendront la propriété du SCC et ne seront pas retournés.</p> <p>La ventilation des échantillons requis est la suivante :</p>	
M2.1	L'offrant doit fournir 3 Sacs de cuisson-refroidissement d'une épaisseur minimale 3 mm d'une dimension de 12 po x 24 po, tel que décrit sous l'annexe A – Besoin, section 4. Exigences techniques obligatoires;	
M2.2	L'offrant doit fournir 3 Sacs de cuisson-refroidissement d'une épaisseur minimale 3 mm d'une dimension de 12 po x 30 po, tel que décrit sous l'annexe A – Besoin, section 4. Exigences techniques obligatoires;	
M2.3	L'offrant doit fournir 3 Sacs de cuisson-refroidissement d'une épaisseur minimale 3 mm d'une dimension de 20 po x 24 po, tel que décrit sous l'annexe A – Besoin, section 4. Exigences techniques obligatoires;	

	obligatoires;	
M2.4	L'offrant doit fournir 3 Sacs de cuisson-refroidissement d'une épaisseur minimale 4,5 mm d'une dimension de 10 po x 24 po, tel que décrit sous l'annexe A – Besoin, section 4. Exigences techniques obligatoires;	
M2.5	L'offrant doit fournir 3 Sacs de cuisson-refroidissement d'une épaisseur minimale 4,5 mm d'une dimension de 12 po x 30 po, tel que décrit sous l'annexe A – Besoin, section 4. Exigences techniques obligatoires;	
M2.6	L'offrant doit fournir 3 Attaches de qualité alimentaire telles que décrites sous l'annexe A – Besoin, section 4. Exigences techniques obligatoires;	
M2.7	L'offrant doit fournir 3 étiquettes adhésives telles que décrites sous l'annexe A – Besoin, section 4. Exigences techniques obligatoires;	
M2.8	L'offrant doit fournir 3 rubans de transfert thermiques tels que décrits sous l'annexe A – Besoin, section 4. Exigences techniques obligatoires;	
M2.9	L'offrant doit fournir 1 lettre de garantie en anglais et en français attestant que les sacs sont de qualité alimentaire, qu'ils ont un faible taux de transmission de l'oxygène (<100cc/m ² /24 h) et qu'ils peuvent résister aux températures de cuisson et de refroidissement de 0 degré Fahrenheit à 212 degrés Fahrenheit (de -18 degrés Celsius à 100 degrés Celsius) tel que décrit sous l'annexe A – Besoin, section 8. Lettre de garantie.	
M3	Les sacs de cuisson-refroidissement de toutes les tailles doivent avoir une fermeture en angle avec poignée ou une fermeture plate avec poignée tels que décrits sous l'annexe A – Besoin, section 4. Exigences techniques obligatoires;	
M4	Les sacs de cuisson-refroidissement de toutes les tailles doivent résister à des températures allant de 0 degré Fahrenheit à 212 degrés Fahrenheit (de -18 degrés Celsius à 100 degrés Celsius) tels que décrit sous l'annexe A – Besoin, section 4. Exigences techniques obligatoires;	
M5	Les sacs de cuisson-refroidissement de toutes les tailles doivent avoir plusieurs couches et résister aux déchirures tels que décrit sous l'annexe A – Besoin, section 4. Exigences techniques obligatoires;	
M6	Les sacs de cuisson-refroidissement de toutes les tailles doivent être exempts de bisphénol tels que décrit sous l'annexe A – Besoin, section 4. Exigences techniques obligatoires;	
M7	Les sacs de cuisson-refroidissement de toutes les tailles doivent être de qualité alimentaire tels que décrit sous l'annexe A – Besoin, section 4. Exigences techniques obligatoires;	
M8	Les sacs de cuisson-refroidissement de toutes les tailles doivent avoir un taux de transfert d'oxygène (TTO) supérieur à 100 cc/m ² /24 heures tel que décrits sous l'annexe A – Besoin, section 4. Exigences techniques obligatoires;	
M9	Les sacs de cuisson-refroidissement de toutes les tailles doivent venir dans des boîtes contenant 100 sacs au minimum et 500 sacs	

	tout au plus tel que décrits sous l'annexe A – Besoin, section 4. Exigences techniques obligatoires;	
M10	Épaisseur et dimensions des sacs de cuisson-refroidissement	
M10.1	Les sacs de cuisson-refroidissement doivent avoir une épaisseur minimale 3 mm et être offerts dans une dimension de 12 po x 24 po tel que décrits sous l'annexe A – Besoin, section 4. Exigences techniques obligatoires;	
M10.2	Les sacs de cuisson-refroidissement doivent avoir une épaisseur minimale 3 mm et être offerts dans une dimension de 12 po x 30 po tel que décrits sous l'annexe A – Besoin, section 4. Exigences techniques obligatoires;	
M10.3	Les sacs de cuisson-refroidissement doivent avoir une épaisseur minimale 3 mm et être offerts dans une dimension de 20 po x 24po tel que décrits sous l'annexe A – Besoin, section 4. Exigences techniques obligatoires;	
M10.4	Les sacs de cuisson-refroidissement doivent avoir une épaisseur minimale 4,5 mm et être offerts dans une dimension de 10 po x 24 po tel que décrits sous l'annexe A – Besoin, section 4. Exigences techniques obligatoires;	
M10.5	Les sacs de cuisson-refroidissement doivent avoir une épaisseur minimale 4,5 mm et être offerts dans une dimension de 12 po x 30 po tel que décrits sous l'annexe A – Besoin, section 4. Exigences techniques obligatoires;	
M11	Attaches de qualité alimentaire	
M11.1	Les attaches de qualité alimentaire à utiliser avec les produits d'emballage de cuisson-refroidissement doivent être compatibles avec tous les sacs de cuisson-refroidissement tel que décrits sous l'annexe A – Besoin, section 4. Exigences techniques obligatoires;	
M11.2	Les attaches de qualité alimentaire à utiliser avec les produits d'emballage de cuisson-refroidissement doivent être composées de matériel de qualité alimentaire tel que décrits sous l'annexe A – Besoin, section 4. Exigences techniques obligatoires;	
M11.3	Les attaches de qualité alimentaire à utiliser avec les produits d'emballage de cuisson-refroidissement doivent être de type Z411 tel que décrits sous l'annexe A – Besoin, section 4. Exigences techniques obligatoires;	
M11.4	Les attaches de qualité alimentaire à utiliser avec les produits d'emballage de cuisson-refroidissement doivent être fournies dans des boîtes contenant entre 20 000 attaches au minimum et 30 000 tout au plus tel que décrits sous l'annexe A – Besoin, section 4. Exigences techniques obligatoires;	
M12	Étiquettes adhésives	
M12.1	Les étiquettes adhésives à utiliser avec les sacs de cuisson-refroidissement doivent être compatibles avec tous les sacs de cuisson-refroidissement décrits sous l'annexe A – Besoin, section 4. Exigences techniques obligatoires;	
M12.2	Les étiquettes adhésives à utiliser avec les sacs de cuisson-	

	refroidissement doivent être d'une taille 4 po x 2 po tel que décrits sous l'annexe A – Besoin, section 4. Exigences techniques obligatoires;	
M12.3	Les étiquettes adhésives à utiliser avec les sacs de cuisson-refroidissement doivent être produites sur un rouleau perforé blanc (ou d'une teinte chromatique similaire) tel que décrits sous l'annexe A – Besoin, section 4. Exigences techniques obligatoires;	
M12.4	Les étiquettes adhésives à utiliser avec les sacs de cuisson-refroidissement doivent être fournies en rouleau contenant au moins 1 000 étiquettes par rouleau. Il n'y a aucune limite d'étiquettes par rouleau, mais le diamètre extérieur du rouleau ne doit pas dépasser 8,38 po (213 mm) tel que décrits sous l'annexe A – Besoin, section 4. Exigences techniques obligatoires;	
M12.5	Les étiquettes adhésives à utiliser avec les sacs de cuisson-refroidissement doivent venir dans une boîte contenant 8 rouleaux au minimum à 10 rouleaux tout au plus tel que décrits sous l'annexe A – Besoin, section 4. Exigences techniques obligatoires;	
M12.6	Les étiquettes adhésives à utiliser avec les sacs de cuisson-refroidissement doivent être résistantes à l'humidité tel que décrits sous l'annexe A – Besoin, section 4. Exigences techniques obligatoires;	
M12.7	Les étiquettes adhésives à utiliser avec les sacs de cuisson-refroidissement doivent avoir une plage de température de -40 degrés Fahrenheit à 160 degrés Fahrenheit (-40 degrés Celsius à 71 degrés Celsius) tel que décrits sous l'annexe A – Besoin, section 4. Exigences techniques obligatoires;	
M13	Ruban de transfert thermique	
M13.1	Le ruban de transfert thermique à utiliser avec les sacs de cuisson-refroidissement doit être compatible avec les sacs de cuisson-refroidissement décrits sous l'annexe A – Besoin, section 4. Exigences techniques obligatoires;	
M13.2	Le ruban de transfert thermique à utiliser avec les sacs de cuisson-refroidissement doit être compatible avec le modèle d'imprimante Intermec PD 41 tel que décrits sous l'annexe A – Besoin, section 4. Exigences techniques obligatoires;	
M13.3	Le ruban de transfert thermique à utiliser avec les sacs de cuisson-refroidissement doit être d'une taille de 4,33 po et d'une largeur (minimale/maximale) de 1,18 po à 4,33 po (de 30 mm à 110 mm) tel que décrits sous l'annexe A – Besoin, section 4. Exigences techniques obligatoires;	
M13.4	Le ruban de transfert thermique à utiliser avec les sacs de cuisson-refroidissement doit être de couleur noire, cire renforcée par de la résine tel que décrits sous l'annexe A – Besoin, section 4. Exigences techniques obligatoires;	
M13.5	Le ruban de transfert thermique à utiliser avec les sacs de cuisson-refroidissement doit contenir au moins 1 467 rubans par rouleau, mais le diamètre extérieur du rouleau de rubans ne doit	

	pas dépasser 2,99 po' (76 mm) tel que décrits sous l'annexe A – Besoin, section 4. Exigences techniques obligatoires;	
M13.6	Le ruban de transfert thermique à utiliser avec les sacs de cuisson-refroidissement doit venir dans une caisse contenant 24 rouleaux au minimum et 26 rouleaux tout au plus tel que décrits sous l'annexe A – Besoin, section 4. Exigences techniques obligatoires;	
M14^{PC}	Lois, normes et règlements applicables	
M14.1^{PC}	<p>L'offrant doit attester que tous les produits d'emballage de cuisson-refroidissement proposés sont conformes à <u>au moins</u> l'une des lois, normes et règlements applicables énumérés sous M14.1^{PC} en apposant son nom et signature sous l'attestation applicable. Le Canada se réserve le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations de l'offrant. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par le responsable de l'offre à commandes, l'offre sera déclarée non recevable ou entraînera la mise de côté de l'offre à commandes ou constituera un manquement aux termes du contrat.</p> <p><u>AGENCE CANADIENNE D'INSPECTION DES ALIMENTS (ACIA) :</u></p> <p>Je, _____ (nom et signature de l'offrant) atteste que les produits d'emballage de cuisson-refroidissement fournis dans le cadre d'une éventuelle offre à commandes sont conformes et rencontrent les normes d'inspection de l'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA).</p> <p><u>FOOD AND DRUG ACTS AND REGULATIONS (FDA) :</u></p> <p>Je, _____ (nom et signature de l'offrant) atteste que les produits d'emballage de cuisson-refroidissement fournis dans le cadre d'une éventuelle offre à commandes sont conforme et rencontrent les normes de la Food and Drug Acts and Regulations (FDA), Code of Federal Regulations (CFR), Title 21 ou équivalent canadien (le cas échéant, l'offrant doit divulguer l'équivalence proposée).</p>	
M14.2^{PC}	L'offrant doit attester que tous les produits d'emballage de cuisson-refroidissement proposés sont conformes à la <i>Loi sur les produits agricoles au Canada</i> en apposant son nom et signature sous l'énoncé ci-dessous. Le Canada se réserve le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations de l'offrant. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par le responsable de l'offre à commandes, l'offre sera déclarée non recevable ou entraînera la mise de côté de l'offre à commandes ou constituera un manquement aux termes du contrat.	

	Je, _____ (nom et signature de l'offrant) atteste que les produits d'emballage de cuisson-refroidissement fournis dans le cadre d'une éventuelle offre à commandes sont conformes à la <i>Loi sur les produits agricoles au Canada</i> .	
--	--	--

4.2 Évaluation financière

L'évaluation financière sera conduite en effectuant le calcul du prix total de l'offre pour la période initiale de l'offre à commande et pour l'année d'option.

Les offres doivent être soumises conformément aux tableaux des Prix de l'offre, décrits ci-dessous, qui seront utilisés pour compléter les tableaux de l'Annexe B - Base des paiements à l'attribution de l'offre à commande. Le format des tableaux doit être similaire au format utilisé en exemple.

Dans les Tableaux du Prix de l'offre, pour la période initiale de l'offre à commande (Tableau 2) et pour l'année d'option (Tableau 3), l'offrant doit :

- soumettre un prix plafond unitaire par province dans les lignes 1 à 8 de la Colonne B;
- multiplier chacune des lignes de la Colonne A par le prix correspondant soumis à la Colonne B et inscrire le résultat dans la Colonne C. Pour les lignes 1 à 8, l'équation est la suivante:
 $\text{Colonne A} \times \text{Colonne B} = \text{Colonne C}$; et
- additionner les valeurs des lignes 1 à 8 de la Colonne C et inscrire le résultat dans la Colonne C à la ligne 9, sous total.

Dans le Tableau 4 - Prix total de l'offre, pour la période initiale de l'offre à commande et pour l'année d'option, l'offrant doit :

- copier les sous-totaux de la ligne 9 du Prix de l'offre (Tableaux 2 et 3) et les insérer dans les lignes correspondante (1 et 2) de la Colonne A du Tableau 4 –Prix total de l'offre; et
- calculer la somme des lignes 1 et 2 de la Colonne A et inscrire le résultat à la ligne 3, prix total de l'offre.

Le Prix total de l'offre inscrit à la ligne 3, sous la Colonne A du Tableau 4 – Prix total de l'offre représentant la valeur cumulative des sous-totaux fournis dans les tableaux du Prix de l'offre, pour la période initiale de l'offre à commande (Tableau 2) **et** pour l'ensemble des années d'option (Tableau 3) sera le prix utilisé pour la méthode de sélection.

4.2.1 Évaluation du Prix - Offre

Le prix de l'offre sera évalué en dollars canadiens, taxes applicables en sus, FAB destination, rendu droits acquittés (DDP) à destination, droits de douane canadiens et taxes d'accise inclus.

Le prix plafond unitaire soumis à la Colonne B du Prix de l'offre pour la période initiale de l'offre à commande (Tableau 2) et les années d'option (Tableau 3) feront partie intégrante de l'offre à commande dans l'Annexe B – Base de paiement.

PRIX DE L'OFFRE

TABLEAU 2					
PÉRIODE INITIALE DE L'OFFRE A COMMANDES					
2 ANNÉES (en date de l'émission de l'offre à commandes)					
Pour les produits d'emballage Cuisson Refroidissement qui répondent aux critères obligatoires spécifiés à l'annexe A – Besoin. Les valeurs et les chiffres fournis dans ce tableau sont à des fins d'évaluation financière seulement et ne représentent pas un engagement de la part du Canada selon lequel l'utilisation de l'offre à commande reflètera ces données.					
Ligne No.	Description	Province	Colonne A Volume annuel unitaire estimé	Colonne B Prix plafond unitaire par province (Base de paiement)	Colonne C Montant global (A x B = C)
Sacs de cuisson-refroidissement d'une épaisseur de 3 mm					
1	12" x 24"	Nouveau Brunswick	100	\$	\$
		Québec	100	\$	\$
		Ontario	100	\$	\$
		Alberta	500	\$	\$
		Colombie Britannique	100	\$	\$
2	12" x 30"	Nouveau Brunswick	500	\$	\$
		Québec	500	\$	\$
		Ontario	500	\$	\$
		Alberta	18,000	\$	\$
		Colombie Britannique	500	\$	\$
3	20" x 24"	Nouveau Brunswick	8,000	\$	\$
		Québec	40,000	\$	\$
		Ontario	40,000	\$	\$
		Alberta	8,000	\$	\$
		Colombie Britannique	13,000	\$	\$
Sacs de cuisson-refroidissement d'une épaisseur de 4,5 mm					
4	10" x 24"	Nouveau Brunswick	100	\$	\$
		Québec	100	\$	\$
		Ontario	100	\$	\$
		Alberta	500	\$	\$
		Colombie Britannique	100	\$	\$
5	12" x 30"	Nouveau Brunswick	33,000	\$	\$
		Québec	108,000	\$	\$
		Ontario	90,000	\$	\$
		Alberta	70,500	\$	\$
		Colombie Britannique	111,000	\$	\$
Étiquettes adhésives					
6	Blanc 4" x 2"	Nouveau Brunswick	48,000	\$	\$
		Québec	128,000	\$	\$
		Ontario	96,000	\$	\$
		Alberta	96,000	\$	\$
		Colombie Britannique	96,000	\$	\$
Ruban de transfert thermique – *Doit être compatible avec le modèle d'imprimante Intermec PD 41					
7	4.33"	Nouveau Brunswick	35,424	\$	\$
		Québec	35,424	\$	\$
		Ontario	779,328	\$	\$
		Alberta	35,424	\$	\$
		Colombie Britannique	35,424	\$	\$
Attaches de qualité alimentaire					
8	Type Z411	Nouveau Brunswick	25,000	\$	\$
		Québec	50,000	\$	\$
		Ontario	200,000	\$	\$
		Alberta	20,000	\$	\$
		Colombie Britannique	50,000	\$	\$
9	SOUS-TOTAL (Période initiale): (Somme des lignes 1 à 8 de la Colonne C – pour évaluation seulement)				

TABLEAU 3					
ANNÉE D'OPTION (1 ANNÉE)					
Pour les produits d'emballage Cuisson Refroidissement qui répondent aux critères obligatoires spécifiés à l'annexe A – Besoin. Les valeurs et les chiffres fournis dans ce tableau sont à des fins d'évaluation financière seulement et ne représentent pas un engagement de la part du Canada selon quoi l'utilisation de l'offre à commande reflètera ces données.					
Ligne No.	Description	Province	Colonne A Volume annuel unitaire estimé	Colonne B Prix plafond unitaire par province (Base de paiement)	Colonne C Montant global (A x B = C)
Sacs de cuisson-refroidissement d'une épaisseur de 3 mm					
1	12" x 24"	Nouveau Brunswick	100	\$	\$
		Québec	100	\$	\$
		Ontario	100	\$	\$
		Alberta	500	\$	\$
		Colombie Britannique	100	\$	\$
2	12" x 30"	Nouveau Brunswick	500	\$	\$
		Québec	500	\$	\$
		Ontario	500	\$	\$
		Alberta	18,000	\$	\$
		Colombie Britannique	500	\$	\$
3	20" x 24"	Nouveau Brunswick	8,000	\$	\$
		Québec	40,000	\$	\$
		Ontario	40,000	\$	\$
		Alberta	8,000	\$	\$
		Colombie Britannique	13,000	\$	\$
Sacs de cuisson-refroidissement d'une épaisseur de 3 mm					
4	10" x 24"	Nouveau Brunswick	100	\$	\$
		Québec	100	\$	\$
		Ontario	100	\$	\$
		Alberta	500	\$	\$
		Colombie Britannique	100	\$	\$
5	12" x 30"	Nouveau Brunswick	33,000	\$	\$
		Québec	108,000	\$	\$
		Ontario	90,000	\$	\$
		Alberta	70,500	\$	\$
		Colombie Britannique	111,000	\$	\$
Étiquettes adhésives					
6	Blanc 4" x 2"	Nouveau Brunswick	48,000	\$	\$
		Québec	128,000	\$	\$
		Ontario	96,000	\$	\$
		Alberta	96,000	\$	\$
		Colombie Britannique	96,000	\$	\$
Ruban de transfert thermique – *Doit être compatible avec le modèle d'imprimante Intermec PD 41					
7	4.33"	Nouveau Brunswick	35,424	\$	\$
		Québec	35,424	\$	\$
		Ontario	779,328	\$	\$
		Alberta	35,424	\$	\$
		Colombie Britannique	35,424	\$	\$
Attaches de qualité alimentaire					
8	Type Z411	Nouveau Brunswick	25,000	\$	\$
		Québec	50,000	\$	\$
		Ontario	200,000	\$	\$
		Alberta	20,000	\$	\$
		Colombie Britannique	50,000	\$	\$
9	SOUS-TOTAL (Année d'option): (Somme des lignes 1 à 8 de la Colonne C – pour évaluation seulement)				

N° de l'invitation - Sollicitation No.
21120-203560/A

N° de réf. du client - Client Ref. No.
21120-20-3453560

N° de la modif - Amd. No.

File No. - N° du dossier
21120-203560

Id de l'acheteur - Buyer ID
Pd-005

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

PRIX TOTAL DE L'OFFRE

TABLEAU 4 (À des fins d'évaluation financière uniquement)		
Ligne no.	PÉRIODE DE L'OFFRE A COMMANDES	Colonne A (Cumulatif des sous-totaux du Prix de l'offre, Tableaux 2 et 3)
1	PÉRIODE INITIALE DE L'OFFRE A COMMANDES 2 ANNÉES (en date de l'émission de l'offre à commandes)	\$
2	ANNÉE D'OPTION (1 ANNÉE)	\$
3	PRIX TOTAL DE L'OFFRE: (somme des lignes 1 et 2 de la Colonne A)	\$

4.3 Méthode de sélection

1. Une offre doit respecter les exigences de la demande d'offres à commandes et satisfaire à tous les critères d'évaluation technique obligatoires pour être déclarée recevable.
2. L'offre recevable avec le prix total de l'offre évalué le plus bas sera recommandée pour l'émission d'une offre à commandes.

PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Les offrants doivent fournir les attestations et les renseignements supplémentaires exigés pour qu'une offre à commandes leur soit émise.

Les attestations que les offrants remettent au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. À moins d'indication contraire, le Canada déclarera une offre non recevable, aura le droit de mettre de côté une offre à commandes, ou de mettre l'entrepreneur en défaut s'il est établi qu'une attestation de l'offrant est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des offres, pendant la période de l'offre à commandes, ou pendant la durée du contrat.

Le responsable de l'offre à commandes aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations de l'offrant. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par le responsable de l'offre à commandes, l'offre sera déclarée non recevable ou entraînera la mise de côté de l'offre à commandes ou constituera un manquement aux termes du contrat.

5.1 Attestations exigées avec l'offre

Les offrants doivent fournir les attestations suivantes dûment remplies avec leur offre.

5.1.1 Dispositions relatives à l'intégrité - déclaration de condamnation à une infraction

Conformément aux dispositions relatives à l'intégrité des instructions uniformisées, tous les offrants doivent présenter avec leur offre, **s'il y a lieu**, le formulaire de déclaration d'intégrité disponible sur le site Web [Intégrité – Formulaire de déclaration](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html>), afin que son offre ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.2 Attestations préalables à l'émission d'une offre à commandes et renseignements supplémentaires

Les attestations et les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous devraient être remplis et fournis avec l'offre mais elles peuvent être fournis plus tard. Si l'une de ces attestations ou renseignements supplémentaires ne sont pas remplis et fournis tel que demandé, le responsable de l'offre à commandes informera l'offrant du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de fournir les attestations ou les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous dans le délai prévu, l'offre sera déclarée non recevable.

5.2.1 Dispositions relatives à l'intégrité – documentation exigée

Conformément à l'article intitulé Renseignements à fournir lors d'une soumission, de la passation d'un contrat ou de la conclusion d'un accord immobilier de la [Politique d'inadmissibilité et de suspension](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>), l'offrant doit présenter la documentation exigée, s'il y a lieu, afin que son offre ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

PARTIE 6 – EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET D'ASSURANCES

6.1 Exigences relatives à la sécurité

- i. Il n'y a pas d'exigences relatives à la sécurité associées à l'exigence de l'offre à commandes.
- ii. L'entrepreneur/offrant sera accompagné en tout temps pendant la durée du présent contrat. L'accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS est interdit.

6.1.1 Exigences concernant l'accès à l'établissement

- i. Une vérification de sécurité N'est PAS obligatoire, puisque le contrat ne prévoit pas l'accès à des renseignements ou à des biens de nature délicate. Le personnel de l'entrepreneur sera accompagné en tout temps par le personnel du Service correctionnel du Canada (SCC) ou des personnes autorisées par le SCC en son nom. Le SCC a élaboré des politiques internes rigoureuses pour veiller à ce que la sécurité des opérations en établissement ne soit pas compromise.
- ii. Le personnel de l'entrepreneur doit accepter les exigences de l'établissement quant à la tenue de fouilles par le Service correctionnel du Canada avant d'être autorisé à pénétrer dans l'établissement/l'unité opérationnelle. Le Service correctionnel du Canada se réserve le droit de refuser l'accès à tout établissement, à toute unité opérationnelle, ou à une partie de ses installations, à n'importe quel membre du personnel de l'entrepreneur, et ce, à n'importe quel moment.

6.2 Capacité financière

Clause du *Guide des CCUA* [M9033T](#) (2011-05-16) Capacité financière

1. **Exigences en matière de capacité financière** : L'offrant doit avoir la capacité financière nécessaire pour répondre à ce besoin. Afin d'évaluer la capacité financière de l'offrant, le responsable de l'offre à commandes pourra, dans un avis écrit à l'intention de l'offrant, exiger que ce dernier fournisse une partie ou la totalité des renseignements financiers dont il est question ci-dessous durant l'évaluation des offres. L'offrant doit fournir au responsable de l'offre à commandes les renseignements suivants dans un délai de quinze (15) jours ouvrables suivant la réception d'une demande du responsable de l'offre à commandes ou dans un délai précisé par le responsable de l'offre à commandes dans l'avis.
 - a. Les états financiers vérifiés ou, si ces derniers ne sont pas disponibles, les états financiers non vérifiés (préparés par la firme de comptabilité externe de l'offrant, s'il y a lieu, ou encore préparés à l'interne si aucun état financier n'a été préparé par un tiers) pour les trois derniers exercices financiers de l'offrant ou, si l'entreprise est en opérations depuis moins de trois ans, pour toute la période en question (incluant au minimum le bilan, l'état des bénéfices non répartis, l'état des résultats et les notes afférentes aux états financiers).
 - b. Si les états financiers mentionnés au paragraphe 1. a) datent de plus de cinq mois précédant la date à laquelle le responsable de l'offre à commandes demande l'information, l'offrant doit également fournir, à moins que ce soit interdit par une loi dans le cas des sociétés ouvertes au public, les derniers états financiers trimestriels (comprenant un bilan et un état des résultats depuis le début de l'exercice), datant de deux mois précédant la date à laquelle le responsable de l'offre à commandes demande cette information.
 - c. Si l'offrant n'exerce pas ses activités depuis au moins un exercice complet, il doit fournir les renseignements suivants :

- i. le bilan d'ouverture en date de début des activités (dans le cas d'une corporation, un bilan à la date de la constitution de la société);
 - ii. les derniers états financiers trimestriels (comprenant un bilan et un état des résultats depuis le début de l'exercice) datant de deux mois précédant la date à laquelle le responsable de l'offre à commandes demande cette information.
 - d. Une attestation de la part du directeur financier ou d'un signataire autorisé de l'offrant stipulant que les renseignements financiers fournis sont exacts et complets.
 - e. Une lettre de confirmation émise par toutes les institutions financières ayant fourni du financement à court terme à l'offrant. Cette lettre doit faire état du montant total des marges de crédit accordées à l'offrant ainsi que du crédit toujours disponible, et non utilisé, un mois précédant la date à laquelle le responsable de l'offre à commandes demande cette information.
2. Si l'offrant est une coentreprise, les renseignements financiers exigés par le responsable de l'offre à commandes doivent être fournis par chaque membre de la coentreprise.
3. Si l'offrant est une filiale d'une autre entreprise, alors les renseignements financiers mentionnés aux paragraphes 1. a) à e) exigés par le responsable de l'offre à commandes doivent être fournis par la société mère elle-même. Toutefois, la fourniture des renseignements financiers de la société mère ne répond pas à elle seule à l'exigence selon laquelle l'offrant doit fournir ses renseignements financiers, et la capacité financière de la société mère ne peut pas remplacer la capacité financière de l'offrant, à moins qu'un consentement de la société mère à signer une garantie de la société mère, rédigée par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC), ne soit fourni avec les renseignements exigés.
4. **Renseignements financiers déjà fournis à TPSGC** : L'offrant n'est pas tenu de soumettre de nouveau des renseignements financiers demandés par le responsable de l'offre à commandes qui sont déjà détenus en dossier à TPSGC par la Direction des services des politiques, de la vérification et de l'analyse des coûts du Secteur de la politique, du risque, de l'intégrité et de la gestion stratégique, à condition que dans le délai susmentionné :
- a. l'offrant indique par écrit au responsable de l'offre à commandes les renseignements précis qui sont en dossier et le besoin à l'égard duquel ces renseignements ont été fournis;
 - b. l'offrant autorise l'utilisation de ces renseignements pour ce besoin.
- Il incombe à l'offrant de confirmer auprès du responsable de l'offre à commandes que ces renseignements sont encore détenus par TPSGC.
5. **Autres renseignements** : Le Canada se réserve le droit de demander à l'offrant de fournir tout autre renseignement requis par le Canada pour procéder à une évaluation complète de la capacité financière de l'offrant.
6. **Confidentialité** : Si l'offrant fournit au Canada, à titre confidentiel, les renseignements exigés ci-dessus et l'informe de la confidentialité des renseignements divulgués, le Canada doit traiter ces renseignements de façon confidentielle, suivant les dispositions de la [Loi sur l'accès à l'information](#), L.R., 1985, ch. A-1, alinéas 20(1) b) et c).
7. **Sécurité** : Pour déterminer si l'offrant a la capacité financière requise pour répondre au besoin, le Canada pourra prendre en considération toute garantie que l'offrant peut lui offrir, aux frais de l'offrant (par exemple, une lettre de crédit irrévocable provenant d'une institution financière enregistrée et émise au nom du Canada, une garantie d'exécution provenant d'une tierce partie, ou toute autre forme de garantie exigée par le Canada).

PARTIE 7 – OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

A. OFFRE À COMMANDES

7.1 Offre

7.1.1 L'offrant offre de remplir le besoin conformément au besoin reproduit à l'annexe A - Besoin.

7.2 Exigences relatives à la sécurité

7.2.1 L'offre à commandes ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

7.3 Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans l'offre à commandes et contrat(s) subséquent(s) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

7.3.1 Conditions générales

[2005 \(2017-06-21\)](#), Conditions générales – offres à commandes - biens ou services, s'appliquent à la présente offre à commandes et en font partie intégrante.

7.3.2 Offres à commandes - établissement des rapports

L'offrant doit compiler et tenir à jour des données sur les biens et services qu'il fournit au gouvernement fédéral dans le cadre de contrats découlant de l'offre à commandes. Ces données doivent comprendre tous les achats effectués par le Canada, y compris ceux payés au moyen d'une carte d'achat du Canada.

L'offrant doit fournir ces données conformément aux exigences en matière d'établissement de rapports décrites à l'annexe C - Rapports d'utilisation périodique de l'offre à commandes.

Si certaines données ne sont pas disponibles, la raison doit être indiquée dans le rapport. Si aucun bien ou service n'a été fourni pendant une période donnée, l'offrant doit soumettre un rapport portant la mention « néant ».

Les données doivent être présentées tous les trimestres au responsable de l'offre à commandes.

Voici la répartition des trimestres :

- premier trimestre : du 1 avril au 30 juin
- deuxième trimestre : du 1 juillet au 30 septembre
- troisième trimestre : du 1 octobre au 31 décembre
- quatrième trimestre : du 1 janvier au 31 mars

Les données doivent être présentées au responsable de l'offre à commandes dans les 15 jours civils suivant la fin de la période de référence.

7.4 Durée de l'offre à commandes

7.4.1 Période de l'offre à commandes

Des commandes subséquentes à cette offre à commandes pourront être passées pendant 2 années suivant l'émission de l'OC.

7.4.2 Prolongation de l'offre à commandes

Si l'utilisation de l'offre à commandes est autorisée au-delà de la période initiale, l'offrant consent à prolonger son offre pour une période supplémentaire de 1 année, à partir de l'échéance de la période initiale de 2 années, aux mêmes conditions et aux taux ou prix indiqués dans l'offre à commandes, ou aux taux ou prix calculés selon la formule mentionnée dans l'offre à commandes.

L'offrant sera avisé de la décision d'autoriser l'utilisation de l'offre à commandes pour une période prolongée par le responsable de l'offre à commandes 30 jours avant la date d'expiration de celle-ci. Une révision à l'offre à commandes sera émise par le responsable de l'offre à commandes.

7.4.3 Ententes sur les revendications territoriales globales (ERTG)

L'offre à commandes (OC) vise à établir la livraison du besoin décrit dans le cadre de l'OC aux utilisateurs désignés, et ce, partout au Canada, sauf dans les zones visées par des ententes sur les revendications territoriales globales (ERTG) au Yukon, dans les Territoires du Nord-Ouest, au Nunavut, au Québec et au Labrador. Les produits à livrer dans ces zones devront faire l'objet de marchés distincts, attribués en dehors des offres à commandes subséquentes.

7.4.4 Points de livraisons

La livraison du besoin sera effectuée aux points de livraison identifiés à l'Annexe A – Besoin de l'offre à commandes.

7.5 Responsables

7.5.1 Responsable de l'offre à commandes

Le responsable de l'offre à commandes est :

Nom : Frédéric Fortin
Titre : Spécialiste en approvisionnement
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Direction générale des approvisionnements
Direction : Biens de consommation et produits de l'information
Adresse: 140 O'Connor Street, Ottawa, ON K1A 0R5

Téléphone : 343-550-1655
Courriel : frederic.fortin@tpsgc-pwgsc.gc.ca

Le responsable de l'offre à commandes est chargé de l'émission de l'offre à commandes et de son administration et de sa révision, s'il y a lieu. En tant qu'autorité contractante, il est responsable de toute question contractuelle liée aux commandes subséquentes à l'offre à commandes passées par tout utilisateur désigné.

7.5.2 Chargé de projet

Le chargé de projet pour l'offre à commandes est :

Nom : *(Sera inséré à l'émission de l'offre à commande)*

Titre : _____

Organisation : _____

Adresse : _____

Téléphone : ____ - ____ - ____

Courriel : _____

Le chargé de projet représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre d'une commande subséquente à l'offre à commandes. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat subséquent.

7.5.3 Représentant de l'offrant

Nom: *(Sera inséré à l'émission de l'offre à commande)*

Titre: _____

Organisation: _____

Adresse: _____

Téléphone: ____ - ____ - ____

Courriel: _____

7.6 Utilisateurs désignés

Les utilisateurs désignés autorisés à passer des commandes subséquentes à l'offre à commandes comprennent les ministères fédéraux, organismes ou sociétés d'État mentionnés dans les annexes I, I.1, II, III de la [Loi sur la gestion des finances publiques](#), L.R.C., 1985, ch. F-11.

7.7 Instrument de commande

Les travaux seront autorisés ou confirmés par le ou les utilisateur(s) désigné(s) à l'aide des formulaires dûment remplis ou de leurs équivalents, comme il est indiqué aux paragraphes 2 ou 3 ci-après :

1. Les commandes subséquentes doivent provenir de représentants autorisés des utilisateurs désignés dans l'offre à commandes. Il doit s'agir de biens ou services ou d'une combinaison de biens et services compris dans l'offre à commandes, conformément aux prix et aux modalités qui y sont précisés.
2. Les formulaires suivants sont disponibles au site Web [Catalogue de formulaires](#) :
 - PWGSC-TPSGC 942 Commande subséquente à une offre à commandes
 - PWGSC-TPGSC 942-2 Commande subséquente à une offre à commandes (Livraison multiple)
 - PWGSC-TPSGC 944 Commande subséquente à plusieurs offres à commandes (anglais seulement)
 - PWGSC-TPSGC 945 Commande subséquente à plusieurs offres à commandes (français seulement)

ou

3. Un formulaire équivalent ou un document électronique de commande subséquente qui comprend à tous le moins les renseignements suivants :

- le numéro de l'offre à commandes;
- l'énoncé auquel les modalités de l'offre à commandes ont été intégrées;
- la description et le prix unitaire de chaque article;
- la valeur totale de la commande subséquente;
- le point de livraison;
- la confirmation comme quoi les fonds sont disponibles aux termes de l'article 32 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*;
- la confirmation comme quoi l'utilisateur a été désigné dans le cadre de l'offre à commandes et qu'il détient l'autorisation d'établir un contrat.

7.8 Limite des commandes subséquentes

Les commandes individuelles subséquentes à l'offre à commandes ne doivent pas dépasser 160,000 \$ (taxes applicables incluses).

7.9 Valeur de commande minimale

La valeur de commande minimale des commandes individuelles subséquentes à l'offre à commandes est de 250.00\$ (taxes applicables incluses).

7.10 Limitation financière

Le coût total, pour le Canada, des commandes subséquentes à l'offre à commandes ne doit pas dépasser le montant de **461,520.00 \$**, (*taxes applicables incluses*) à moins d'une autorisation écrite du responsable de l'offre à commandes. L'offrant ne doit pas exécuter de travaux ou fournir des services ou des articles sur réception de commandes qui porteraient le coût total, pour le Canada à un montant supérieur au montant indiqué précédemment, sauf si une telle augmentation est autorisée.

L'offrant doit aviser le responsable de l'offre à commandes si cette somme est suffisante dès que 75 p. 100 de ce montant est engagé, ou 3 mois avant l'expiration de l'offre à commandes, selon la première des deux circonstances à se présenter. Toutefois, si à n'importe quel moment, l'offrant juge que ladite limite sera dépassée, il doit en aviser aussitôt le responsable de l'offre à commandes.

7.11 Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste.

- la commande subséquente à l'offre à commandes, incluant les annexes;
- les articles de l'offre à commandes;
- les conditions générales 2005 (2017-06-21), Conditions générales - offres à commandes - biens ou services
- l'Annexe A - Besoin;
- l'Annexe B - Base de paiement;
- l'offre de l'offrant en date du _____ (*sera inséré à l'émission de l'OC*)

7.12 Attestations et renseignements supplémentaires

7.12.1 Conformité

À moins d'indication contraire, le respect continu des attestations fournies par l'offrant avec son offre ou préalablement à l'émission de l'offre à commandes (OC), ainsi que la coopération constante quant aux renseignements supplémentaires, sont des conditions d'émission de l'OC et le non-respect constituera un manquement de la part de l'offrant. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada

pendant toute la durée de l'offre à commandes et de tout contrat subséquent qui serait en vigueur au-delà de la période de l'OC.

7.13 Lois applicables

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes doivent être interprétés et régis selon les lois en vigueur en Ontario et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

7.14 Transition vers une solution d'achats électroniques (SAE)

Pendant la période de l'offre à commandes, le Canada peut effectuer la transition vers une SAE afin de traiter et de gérer de façon plus efficace les commandes subséquentes individuelles pour certains ou pour l'ensemble des biens et des services applicables de l'offre à commandes. Le Canada se réserve le droit, à sa propre discrétion, de rendre l'utilisation de la nouvelle solution d'achats électroniques obligatoire.

Le Canada accepte de fournir à l'offrant un préavis de trois mois afin de lui permettre d'adopter les mesures nécessaires en vue d'intégrer l'offre à la SAE. Le préavis comprendra une trousse d'information détaillée décrivant les exigences, ainsi que les orientations et les appuis pertinents.

Si l'offrant décide de ne pas offrir ses biens et ses services par l'intermédiaire de la Solution d'achats électroniques, l'offre à commandes pourrait être mise de côté par le Canada.

7.15 Clauses du Guide des CCUA

B7500C (2006-06-16) - Marchandises excédentaires
D2001C (2007-11-30) - Étiquetage
D2025C (2017-08-17) - Matériaux d'emballage en bois
G1005C (2016-01-28) - Assurance - aucune exigence particulière

B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent et font partie intégrante de tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes.

7.1 Besoin

L'entrepreneur doit fournir les articles décrits dans la commande subséquente à l'offre à commandes.

7.2 Clauses et conditions uniformisées

7.2.1 Conditions générales

[2005 \(2017-06-21\)](#), Conditions générales - offres à commandes - biens ou services s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

7.3 Durée du contrat

7.3.1 Période du contrat

Des commandes subséquentes à cette offre à commandes pourront être passées pendant une période de 2 années à partir de la date d'émission.

7.3.2 Date de livraison

La livraison doit se faire dans un délai de 30 jours civils à compter de la date de réception de la commande subséquente à l'offre à commandes.

7.4 Paiement

7.4.1 Base de paiement

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu du contrat, l'entrepreneur sera payé un prix plafond unitaire tel qu'indiqué dans l'annexe B – Base de paiement. L'entrepreneur sera payé en dollars canadiens, rendu droits acquittés (DDP) à destination, Incoterms 2000, droits de douane canadiens et taxes d'accise inclus, le cas échéant, et, taxes applicables en sus.

7.4.2 Limite de prix

Clause du *Guide des CCUA* [C6000C](#) (2017-08-17), Limite de prix

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

7.4.3 Paiement unique

Clause du *Guide des CCUA* H1000C (2008-05-12), Paiement unique

Le Canada paiera l'entrepreneur lorsque les travaux seront complétés et livrés conformément aux dispositions de paiement du contrat si :

- a. une facture exacte et complète ainsi que tout autre document exigé par le contrat ont été soumis conformément aux instructions de facturation prévues au contrat;

- b. tous ces documents ont été vérifiés par le Canada;
- c. les travaux livrés ont été acceptés par le Canada.

7.4.4 Instructions d'expédition et de livraison à destination

L'entrepreneur doit expédier les marchandises prépayées DDP- Droit de livraison Payé à la destination indiquée dans la commande subséquente l'offre à commande. Cela comprend le déchargement des marchandises dans les installations du MDN. Sauf indication contraire, la livraison doit se faire par les moyens les plus économiques. Les frais d'expédition doivent être indiqués comme un élément distinct sur la facture de l'entrepreneur. L'entrepreneur est responsable de tous les frais, incluant mais sans s'y limiter, les frais de livraison, d'administration, des coûts et des risques de transport et de dédouanement, y compris le paiement des droits de douane et des taxes applicables.

7.4.5 Lieux de livraison

Les lieux de livraison sont les Institutions de Services correctionnel Canada localisées partout au Canada. La liste ci-dessous fournit les villes actuelles où se trouvent les institutions nécessitant le produit. Cette liste n'est pas exhaustive, peut changer et ne garantit pas une livraison à chaque endroit :

RÉGION DE L'ATLANTIQUE	
Nouveau-Brunswick	
Centre régional de production alimentaire Dorchester (CRPA) 4902A, rue Main Dorchester (N.-B.) E4K 2Y9	
RÉGION DU QUÉBEC	
Québec	
Centre régional de production alimentaire Archambault (CRPA) 244, montée Gagnon Sainte-Anne-des-Plaines (Qc) J0N 1H0	
Dépôt national du SCC 250, montée St-François Laval (Qc) H7C 1S5	
RÉGION DE L'ONTARIO	
Ontario	
Centre régional de production alimentaire Bath (CRPA) 5775, chemin Bath CP 1500 Bath (Ont.) K0H 1G0	
RÉGION DES PRAIRIES	
Alberta	
Centre régional de production alimentaire Bowden (CRPA) Autoroute 2 CP 6000 Innisfail (Alb.) T4G 1V1	
RÉGION DU PACIFIQUE	
Colombie-Britannique	
Centre régional de production alimentaire Matsqui (CRPA) 33344, chemin King CP 2500 Abbotsford (C.-B.) V2S 4P3	

7.4.6 Paiement électronique de factures – commande subséquente

L'entrepreneur accepte d'être payé au moyen de l'instrument de paiement électronique suivant :

- a. Dépôt direct (national et international)

7.4.7 Remplacement d'un produit défectueux ou manquant

Si, au moment de la livraison et de l'acceptation, le produit ne répond à l'un ou l'autre des critères obligatoires, le produit sera retourné à l'Entrepreneur à ses frais. L'Entrepreneur doit expédier des marchandises de remplacement dans les 2 semaines suivant l'avis de non-conformité de SCC.

L'Entrepreneur doit également expédier à ses frais tous les produits manquants dans les 2 semaines suivant l'avis de SCC.

7.5 Instructions pour la facturation

1. L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'article intitulé « Présentation des factures » des conditions générales. Les factures ne doivent pas être soumises avant que tous les travaux identifiés sur la facture soient complétés.
2. Sauf indication contraire de l'utilisateur désigné, l'entrepreneur est prié de fournir des factures en format électronique, réduisant ainsi le matériel imprimé.
3. Les factures doivent être distribuées comme suit :
 - a. L'original et un (1) exemplaire doivent être envoyés au consignataire, ou tel qu'indiqué dans la commande subséquente de l'offre à commande, pour attestation et paiement.
 - b. un (1) exemplaire doit être envoyé par courriel à l'adresse ci-dessous:

Nom: *(Sera inséré à l'émission de l'offre à commande)*

Titre: _____

Organisation: _____

Adresse: _____

Téléphone: ____ - ____ - _____

Courriel: _____

7.6 Assurances

Clause du *Guide des CCUA* [G1005C](#) (2016-01-28), Assurance - aucune exigence particulière

L'entrepreneur est responsable de décider s'il doit s'assurer pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance souscrite ou maintenue par l'entrepreneur est à sa charge ainsi que pour son bénéfice et sa protection. Elle ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue.

7.7 Règlement des différends

- (a) Les parties conviennent de maintenir une communication ouverte et honnête concernant les travaux pendant toute la durée de l'exécution du marché et après.
- (b) Les parties conviennent de se consulter et de collaborer dans l'exécution du marché, d'informer rapidement toute autre partie des problèmes ou des différends qui peuvent survenir et de tenter de les résoudre.

N° de l'invitation - Sollicitation No.
21120-203560/A

N° de réf. du client - Client Ref. No.
21120-20-3453560

N° de la modif - Amd. No.

File No. - N° du dossier
21120-203560

Id de l'acheteur - Buyer ID
Pd-005

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

- (c) Si les parties n'arrivent pas à résoudre un différend au moyen de la consultation et de la collaboration, les parties conviennent de consulter un tiers neutre offrant des services de règlement extrajudiciaire des différends pour tenter de régler le problème.
- (d) Vous trouverez des choix de services de règlement extrajudiciaire des différends sur le site Web Achats et ventes du Canada sous le titre « [Règlement des différends](#) ».

7.8 Clause du Guide des CCUA

B7500C (2006-06-16) - Marchandises excédentaires

D2001C (2007-11-30) - Étiquetage

D2025C (2017-08-17) - Matériaux d'emballage en bois

ANNEXE A

BESOIN

PRODUITS D'EMBALLAGE DE CUISSON-REFROIDISSEMENT

1. Besoin

Le Service correctionnel du Canada (SCC) doit présenter une Offre à commandes individuelle et nationale (OCIN) pour la fourniture, la livraison et le déchargement de sacs de cuisson-refroidissement de tailles différentes, d'attaches de qualité alimentaire, d'étiquettes et de rubans de transfert thermique, ci-après appelés « produits d'emballage de cuisson-refroidissement ». Les produits d'emballage de cuisson-refroidissement doivent être livrés sur demande pendant la durée de l'offre à commandes.

2. Contexte

Les produits d'emballage de cuisson-refroidissement énumérés dans le présent énoncé du besoin sont conçus aux fins suivantes dans les conditions normales types du secteur canadien de la préparation alimentaire :

- a) les sacs de cuisson-refroidissement serviront à déverser des produits alimentaires et seront utilisés dans des marmites;
- b) les attaches de qualité alimentaire serviront à sceller les sacs de cuisson-refroidissement;
- c) les étiquettes et les rubans de transfert thermique serviront à identifier le contenu des sacs de cuisson-refroidissement.

Remarque : Certains des produits d'emballage de cuisson-refroidissement énumérés dans le présent énoncé du besoin doivent répondre à des exigences de compatibilité en ce qui a trait à l'équipement utilisé actuellement au SCC. Le cas échéant, le type et le modèle de l'équipement utilisé par le SCC sont indiqués dans le tableau « Critères techniques obligatoires » de la section des critères obligatoires assujettis à des exigences de compatibilité.

3. Représentant de l'offrant – personne-ressource principale

Le représentant de l'offrant désigné dans l'offre à commandes agira à titre de personne-ressource principale dans le cadre de toutes les interactions avec le responsable technique du SCC pendant la durée de l'offre à commandes. Si une nouvelle personne-ressource est affectée au compte du SCC, l'offrant doit en aviser le responsable technique du SCC et le responsable de l'offre à commandes dès que possible.

4. Exigences techniques obligatoires

Les produits d'emballage de cuisson-refroidissement doivent répondre aux exigences obligatoires suivantes et y être conformes :

N° d'article	EXIGENCES TECHNIQUES OBLIGATOIRES POUR LES PRODUITS D'EMBALLAGE CUISSON-REFROIDISSEMENT
1	Les sacs de cuisson-refroidissement de toutes les tailles doivent avoir une fermeture en angle avec poignée ou une fermeture plate avec poignée;
2	Les sacs de cuisson-refroidissement de toutes les tailles doivent résister à des températures allant de 0 degré Fahrenheit à 212 degrés Fahrenheit (de -18 degrés Celsius à 100 degrés Celsius);
3	Les sacs de cuisson-refroidissement de toutes les tailles doivent avoir plusieurs couches et résister aux déchirures;
4	Les sacs de cuisson-refroidissement de toutes les tailles doivent être exempts de bisphénol;
5	Les sacs de cuisson-refroidissement de toutes les tailles doivent être de qualité alimentaire;
6	Les sacs de cuisson-refroidissement de toutes les tailles doivent avoir un taux de transfert d'oxygène (TTO) supérieur à 100 cc/m²/24 heures;
7	Les sacs de cuisson-refroidissement de toutes les tailles doivent venir dans des boîtes contenant 100 sacs au minimum et 500 sacs tout au plus;
8	Épaisseur et dimensions des sacs de cuisson-refroidissement
8.1	Les sacs de cuisson-refroidissement doivent avoir une épaisseur minimale 3 mm et être offerts dans une dimension de 12 po x 24 po;
8.2	Les sacs de cuisson-refroidissement doivent avoir une épaisseur minimale 3 mm et être offerts dans une dimension de 12 po x 30 po;
8.3	Les sacs de cuisson-refroidissement doivent avoir une épaisseur minimale 3 mm et être offerts dans une dimension de 20 po x 24po;
8.4	Les sacs de cuisson-refroidissement doivent avoir une épaisseur minimale 4,5 mm et être offerts dans une dimension de 10 po x 24 po;
8.5	Les sacs de cuisson-refroidissement doivent avoir une épaisseur minimale 4,5 mm et être offerts dans une dimension de 12 po x 30 po;
9	Attaches de qualité alimentaire
9.1	Les attaches de qualité alimentaire à utiliser avec les produits d'emballage de cuisson-refroidissement doivent être compatibles avec tous les sacs de cuisson-refroidissement indiqués dans la présente annexe;
9.2	Les attaches de qualité alimentaire à utiliser avec les produits d'emballage de cuisson-refroidissement doivent être composées de matériel de qualité alimentaire;
9.3	Les attaches de qualité alimentaire à utiliser avec les produits d'emballage de cuisson-refroidissement doivent être de taille Z411;
9.4	Les attaches de qualité alimentaire à utiliser avec les produits d'emballage de cuisson-refroidissement doivent être fournies dans des boîtes contenant entre 20 000 attaches au minimum et 30 000 tout au plus.
10	Étiquettes adhésives
10.1	Les étiquettes adhésives à utiliser avec les sacs de cuisson-refroidissement doivent être compatibles avec tous les sacs de cuisson-refroidissement énumérés dans les présents critères;
10.2	Les étiquettes adhésives à utiliser avec les sacs de cuisson-refroidissement doivent être d'une taille 4 po x 2 po;
10.3	Les étiquettes adhésives à utiliser avec les sacs de cuisson-refroidissement doivent être produites sur un rouleau perforé blanc (ou d'une teinte chromatique similaire);
10.4	Les étiquettes adhésives à utiliser avec les sacs de cuisson-refroidissement doivent être fournies en rouleau contenant au moins 1 000 étiquettes par rouleau. Il n'y a aucune limite d'étiquettes par rouleau, mais le diamètre extérieur du rouleau ne doit pas dépasser 8,38 po (213 mm);

10.5	Les étiquettes adhésives à utiliser avec les sacs de cuisson-refroidissement doivent venir dans une boîte contenant 8 rouleaux au minimum à 10 rouleaux tout au plus;
10.6	Les étiquettes adhésives à utiliser avec les sacs de cuisson-refroidissement doivent être résistantes à l'humidité;
10.7	Les étiquettes adhésives à utiliser avec les sacs de cuisson-refroidissement doivent avoir une plage de température de -40 degrés Fahrenheit à 160 degrés Fahrenheit (-40 degrés Celsius à 71 degrés Celsius).
11	Ruban de transfert thermique
11.1	Le ruban de transfert thermique à utiliser avec les sacs de cuisson-refroidissement doit être compatible avec les sacs de cuisson-refroidissement énumérés dans les présents critères;
11.2	Le ruban de transfert thermique à utiliser avec les sacs de cuisson-refroidissement doit être compatible avec le modèle d'imprimante Intermec PD 41;
11.3	Le ruban de transfert thermique à utiliser avec les sacs de cuisson-refroidissement doit être d'une taille de 4,33 po et d'une largeur (minimale/maximale) de 1,18 po à 4,33 po (de 30 mm à 110 mm);
11.4	Le ruban de transfert thermique à utiliser avec les sacs de cuisson-refroidissement doit être de couleur noire, cire renforcée par de la résine;
11.5	Le ruban de transfert thermique à utiliser avec les sacs de cuisson-refroidissement doit contenir au moins 1 467 rubans par rouleau, mais le diamètre extérieur du rouleau de rubans ne doit pas dépasser 2,99 po' (76 mm);
11.6	Le ruban de transfert thermique à utiliser avec les sacs de cuisson-refroidissement doit venir dans une caisse contenant 24 rouleaux au minimum et 26 rouleaux tout au plus.
12	Loi, normes et règlements applicables
12.1	<p>Tous les produits d'emballage de cuisson-refroidissement énumérés et décrits dans la présente annexe doivent être conformes aux Normes d'inspection de l'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA), et/ou :</p> <p>Tous les produits d'emballage de cuisson-refroidissement énumérés et décrits dans la présente annexe doivent être conformes au Food and Drug Acts and Regulations (FDA) Code of Federal Regulations (CFR), Title 21 ou équivalent canadien (le cas échéant, l'offrant doit divulguer l'équivalence proposée).</p> <p>Le Canada se réserve le droit de demander des renseignements supplémentaires à l'offrant afin de vérifier la conformité des produits d'emballage cuisson-refroidissement en ce qui a trait aux Lois, normes et règlements susmentionnées. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par le responsable de l'offre à commandes, l'offre sera déclarée non recevable ou entraînera la mise de côté de l'offre à commandes ou constituera un manquement aux termes du contrat.</p>
12.2	Tous les produits d'emballage de cuisson-refroidissement énumérés et décrits dans la présente annexe doivent être conformes à la <i>Loi sur les produits agricoles au Canada</i> . Le Canada se réserve le droit de demander des renseignements supplémentaires à l'offrant afin de vérifier la conformité des produits d'emballage cuisson-refroidissement en ce qui a trait à la <i>Loi sur les produits agricoles au Canada</i> . À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par le responsable de l'offre à commandes, l'offre sera déclarée non recevable ou entraînera la mise de côté de l'offre à commandes ou constituera un manquement aux termes du contrat.

4.1 Ajouts et Modifications

Le Canada, à sa discrétion, pourrait élargir, modifier, ajouter ou modifier les produits d'emballage cuisson-refroidissement avec l'accord de l'offrant.

5. Service de l'offrant

L'offrant doit :

- être en mesure de recevoir des commandes par téléphone (y compris au moyen d'un numéro sans frais), télécopieur et courriel;
- offrir ses services du lundi au vendredi, de 8 h à 17 h, heure locale pour chaque région (à l'exception des jours fériés);
- offrir des services à la clientèle bilingues dans les régions désignées bilingues, tel qu'il est prévu dans la *Loi sur les langues officielles*.

6. Livraison

6.1 Lieux de livraison

Les lieux de livraison sont les Institutions de Services correctionnel Canada localisées partout au Canada. La liste ci-dessous fournit les villes actuelles où se trouvent les institutions nécessitant le produit. Cette liste n'est pas exhaustive, peut changer et ne garantit pas une livraison à chaque endroit.

Les établissements du Service correctionnel du Canada où les produits devront être livrés sont les suivants :

RÉGION DE L'ATLANTIQUE
Nouveau-Brunswick
Centre régional de production alimentaire Dorchester (CRPA) 4902A, rue Main Dorchester (N.-B.) E4K 2Y9
RÉGION DU QUÉBEC
Québec
Centre régional de production alimentaire Archambault (CRPA) 244, montée Gagnon Sainte-Anne-des-Plaines (Qc) J0N 1H0
Dépôt national du SCC 250, montée St-François Laval (Qc) H7C 1S5
RÉGION DE L'ONTARIO
Ontario
Centre régional de production alimentaire Bath (CRPA) 5775, chemin Bath CP 1500 Bath (Ont.) K0H 1G0
RÉGION DES PRAIRIES
Alberta
Centre régional de production alimentaire Bowden (CRPA) Autoroute 2 CP 6000 Innisfail (Alb.) T4G 1V1
RÉGION DU PACIFIQUE
Colombie-Britannique
Centre régional de production alimentaire Matsqui (CRPA) 33344, chemin King CP 2500 Abbotsford (C.-B.) V2S 4P3

6.2 Calendrier de livraison

Les produits doivent être livrés dans les 30 jours civils à compter de la date de la réception d'une commande subséquente à l'offre à commandes.

6.3 Livraison à destination – Instructions relatives à l'expédition

Il incombe à l'offrant de fournir les produits d'emballage de cuisson-refroidissement, ainsi que d'en assurer la livraison et le déchargement conformément aux instructions fournies dans la commande subséquente.

7. Emballage et étiquetage

L'offrant doit fournir et livrer les articles de la manière suivante:

7.1 Emballage

- a. Tous les articles énumérés sous cette exigence doivent être expédiés aux établissements du SCC dans un emballage approuvé par l'ACIA ou conforme à la *Loi sur les aliments et drogues*; et
- b. Tout le matériel d'expédition doit être recyclable, biodégradable ou fabriqué à partir de ressources renouvelables.

7.1 Étiquetage

Toutes les boîtes doivent être clairement identifiées au moyen d'une étiquette précisant leur contenu en anglais et en français :

- i. Description du contenu
- ii. Dimension
- iii. Quantité

Exemple d'étiquette:

Description :	
Size: Dimension :	
Quantity: Quantité :	

8. Lettre de garantie

Une lettre de garantie doit être fournie avec chaque commande de sacs de cuisson-refroidissement :

L'offrant doit fournir une lettre de garantie en anglais et en français, attestant que les sacs sont de qualité alimentaire, qu'ils ont un faible taux de transmission de l'oxygène (<100cc/m²/24 h) et qu'ils peuvent résister aux températures de cuisson et de refroidissement (0 degré Fahrenheit à 212 degrés Fahrenheit).

ANNEXE B

BASE DE PAIEMENT

PÉRIODE INITIALE DE L'OFFRE A COMMANDES			
2 ANNÉES (en date de l'émission de l'offre à commandes)			
Pour les produits d'emballage Cuisson Refroidissement conformes aux critères obligatoires spécifiés à l'annexe A – Besoin.			
No. de ligne.	Description	Région	Prix plafond unitaire
Sacs de cuisson-refroidissement d'une épaisseur de 3 mm			
1	12" x 24"	Nouveau Brunswick	
		Québec	
		Ontario	
		Alberta	
		Colombie Britannique	
2	12" x 30"	Nouveau Brunswick	
		Québec	
		Ontario	
		Alberta	
		Colombie Britannique	
3	20" x 24"	Nouveau Brunswick	
		Québec	
		Ontario	
		Alberta	
		Colombie Britannique	
Sacs de cuisson-refroidissement d'une épaisseur de 4,5 mm			
4	10" x 24"	Nouveau Brunswick	
		Québec	
		Ontario	
		Alberta	
		Colombie Britannique	
5	12" x 30"	Nouveau Brunswick	
		Québec	
		Ontario	
		Alberta	
		Colombie Britannique	
Étiquettes adhésives			
6	Blanc 4" x 2"	Nouveau Brunswick	
		Québec	
		Ontario	
		Alberta	
		Colombie Britannique	
Ruban de transfert thermique – *Doit être compatible avec le modèle d'imprimante Intermec PD 41			
7	4.33"	Nouveau Brunswick	
		Québec	
		Ontario	
		Alberta	
		Colombie Britannique	
Attaches de qualité alimentaire			
8	Type Z411	Nouveau Brunswick	
		Québec	
		Ontario	
		Alberta	
		Colombie Britannique	

ANNÉE D'OPTION (1 ANNÉE)			
Pour les produits d'emballage Cuisson Refroidissement conformes aux critères obligatoires spécifiés à l'annexe A – Besoin.			
No. de ligne.	Description	Région	Prix plafond unitaire
Sacs de cuisson-refroidissement d'une épaisseur de 3 mm			
1	12" x 24"	Nouveau Brunswick	
		Québec	
		Ontario	
		Alberta	
		Colombie Britannique	
2	12" x 30"	Nouveau Brunswick	
		Québec	
		Ontario	
		Alberta	
		Colombie Britannique	
3	20" x 24"	Nouveau Brunswick	
		Québec	
		Ontario	
		Alberta	
		Colombie Britannique	
Sacs de cuisson-refroidissement d'une épaisseur de 4,5 mm			
4	10" x 24"	Nouveau Brunswick	
		Québec	
		Ontario	
		Alberta	
		Colombie Britannique	
5	12" x 30"	Nouveau Brunswick	
		Québec	
		Ontario	
		Alberta	
		Colombie Britannique	
Étiquettes adhésives			
6	Blanc 4" x 2"	Nouveau Brunswick	
		Québec	
		Ontario	
		Alberta	
		Colombie Britannique	
Ruban de transfert thermique – *Doit être compatible avec le modèle d'imprimante Intermec PD 41			
7	4.33"	Nouveau Brunswick	
		Québec	
		Ontario	
		Alberta	
		Colombie Britannique	
Attaches de qualité alimentaire			
8	Type Z411	Nouveau Brunswick	
		Québec	
		Ontario	
		Alberta	
		Colombie Britannique	

ANNEXE C**RAPPORTS D'UTILISATION PÉRIODIQUE DE L'OFFRE A COMMANDES.**

No. de l'offre à commande						
Information de l'Offrant		Nom légal: Adresse: Contact: Téléphone: e-mail:				
Rapport Périodique (Sélectionnez une période)			•Premier quart: 1er avril au 30 juin			
			•Second quart: 1er Juillet au 30 septembre			
			•Troisième quart: 1er octobre au 31 décembre			
			•Quatrième trimestre: 1er janvier au 31 mars			
no.	Commandes (par endroit)	No. de commande subséquente	Mois no 1 (indiquez le mois)	Mois no 1 (indiquez le mois)	Mois no 1 (indiquez le mois)	Sous-Totaux
RÉGION DE L'ATLANTIQUE						
1	Nouveau Brunswick					
RÉGION DU QUÉBEC						
2	Quebec (CRPA)					
	Quebec (Depot SCC)					
RÉGION DE L'ONTARIO						
3	Ontario					
RÉGION DES PRAIRIES						
4	Alberta					
RÉGION DU PACIFIQUE						
5	Colombie Britannique					
GRAND TOTAL: (Ventes pour cette période)						

N° de l'invitation - Solicitation No.

21120-203560/A

N° de réf. du client - Client Ref. No.

21120-20-3453560

N° de la modif - Amd. No.

File No. - N° du dossier

21120-203560

Id de l'acheteur - Buyer ID

Pd-005

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

ANNEXE D de la PARTIE 3 de la DEMANDE D'OFFRES À COMMANDES

INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE

L'offrant accepte d'être payé au moyen de l'instrument de paiement électronique suivant :

() Dépôt direct (national et international)

ANNEXE E

PLAN D'ESSAI D'ENDURANCE DES PRODUITS D'EMBALLAGE DE CUISSON-REFROIDISSEMENT

Référence

OFFRE À COMMANDES NUMÉRO 21120-203560/A, PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION, Tableau 1 – Exigences techniques obligatoires.

Objectif

Déterminer la viabilité et la conformité des produits d'emballage de cuisson-refroidissement proposés, incluant, mais sans s'y limiter, l'étanchéité des joints du sac et de la performance de l'attache.

Procédure

Les essais des sacs de cuisson-refroidissement et des attaches seront effectués dans un environnement et conditions normales (typique) du secteur de la préparation alimentaire. Par souci d'équité et de transparence, les essais seront effectués avec les volumes ou les poids indiqués dans le tableau ci-dessous.

Si l'un ou l'autre des objectifs du plan d'essai n'est pas rencontré lors des essais, aucun autre essai ne sera effectué et l'offre considérée comme non conforme.

Sacs de cuisson-refroidissement d'une épaisseur de 3 mm		Volume/poids utilisé pour les essais	
N° d'article	Description	Liquide (litres/L)	Solide (kilogramme/Kg)
1	12 po x 24 po	5 L	4 kg
2	12 po x 30 po	7 L	6 kg
3	20 po x 24 po	7 L	6 kg
Sacs de cuisson-refroidissement d'une épaisseur de 4,5 mm		Volume/Poids utilisé pour les tests	
4	10 po x 24 po	7 L	6 kg
5	12 po x 30 po	7 L	6 kg

RÉSERVÉ AUX ÉVALUATEURS DU SCC			
N° d'essai	PLAN D'ESSAIE	Conforme	Non-conforme (détails requis)
	<i>L'objectif du plan d'essai est de déterminer la viabilité et la conformité des produits d'emballage de cuisson-refroidissement proposés, incluant, mais sans s'y limiter, l'étanchéité des joints du sac et de la performance de l'attache. Si l'un ou l'autre des objectifs du plan d'essai n'est pas rencontré lors des essais, aucun autre essai ne sera effectué et l'offre considérée comme non conforme.</i>		
1	a) Les sacs seront remplis d'eau du robinet et placés dans le bassin de cuisson-refroidissement jusqu'à ce que la température du bassin atteigne 85 degrés Celsius; b) on attend ensuite que le processus de refroidissement atteigne une température de 5 degrés Celsius.		
2	Les sacs seront remplis d'eau bouillante (entre 85 et 100 degrés Celsius), refermés avec l'attache et manipulés physiquement dans tous les sens.		
3	On laissera tomber au sol (chute libre) les sacs remplis et refermés avec l'attache à une hauteur de 54 pouces.		
4	a) Les sacs seront remplis d'eau du robinet et congelés à une température de -18 degrés Celsius; b) ils seront ensuite décongelés à une température de 4 degrés Celsius.		
5	Les sacs seront remplis de viande et mis sous vide.		
RÉSULTAT:			
A l'usage des évaluateurs de SCC			
<p>Nom de l'entreprise évaluée: _____</p> <p>Date de l'évaluation (A-M-J): _____</p> <p>Comité d'évaluation:</p> <p>1. Nom/Prénom: _____ Signature: _____</p> <p>2. Nom/Prénom: _____ Signature: _____</p> <p>3. Nom/Prénom: _____ Signature: _____</p> <p>Évaluateur du Centre régional de production alimentaire (C.R.P.A):</p> <p>Nom/Prénom: _____ Signature: _____</p>			